



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Action A

Aide à l'ingénierie

RETOUR D'ACCULTURATION

PROSPECTIVE

BASE DE DONNEES

Sommaire

Introduction générale page 5

Retour d'acculturation page 7

voir détail du sommaire page 9

Prospective page 55

voir détail du sommaire page 57

Base de données page 71

voir détail du sommaire page 73

Introduction générale

Dans le cadre du partenariat entre la Région et les Agences d'urbanisme, la Région a souhaité que la fiche « A , Aide à l'ingénierie » se consacre aux conditions préalables de partage, de mutualisation et d'homogénéisation des connaissances existantes et à produire (prospective) et d'acculturation au savoir faire de chaque partenaire. Le fonctionnement en réseau a permis une réflexion collective entre experts autour des missions d'observation qui a mis en exergue :

- l'intérêt de l'apport de l'expertise des agences qui confrontent les données à la réalité de terrain et à la nécessité de la production de connaissance et d'évaluation au service de leurs membres,
- la richesse des échanges entre producteurs de données et utilisateurs permettant de mieux expliciter les contraintes des uns et les besoins des autres,
- l'avantage d'avoir une information parfois en avant-première sur des développements méthodologiques en cours de fabrication,
- le besoin d'accroître la réflexion sur la prospective en termes d'investigations et de partages méthodologiques.

Pour ce qui concerne son fonctionnement, ce groupe de travail a fait le choix d'organiser cinq séminaires d'une journée pour traiter des questions des bases de données (accès, organisation, traitement, valorisation) et, dans une moindre mesure, de la prospective. Ces rencontres ont également permis d'échanger des informations avec d'autres organismes comme l'INSEE, la SAFER, le CRIGE, l'ARII...

Le présent document restitue les présentations, les échanges et les réflexions qui ont eu lieu au cours des séminaires. Il est composé de trois volets :

- le premier est consacré au **retour d'acculturation**. Il s'appuie sur les présentations faites par les agences d'urbanisme à partir d'exemples concrets de traitement et d'analyse des bases de données dans les domaines suivants : caractéristiques socio-économiques, logement, marchés foncier et immobilier, démarches d'observation des dynamiques territoriales,

- le deuxième traite de la **prospective** en rappelant les outils aujourd'hui disponibles et ceux qu'il faudrait mobiliser pour réaliser des projections en termes d'habitants et d'emplois. Le document présente notamment les démarches développées par deux agences pour réaliser des modèles de projection pour le compte de leurs partenaires. Il évoque aussi des pistes de réflexion pour aider à « *entrevoir le futur* ».

- le dernier volet constitue une radiographie ciblée des **bases de données** disponibles et considérées comme stratégiques dans les cinq agences d'urbanisme et dans le Service d'Analyses Spatiale de la Région. Il fait le point sur les moyens dédiés pour traiter les données, les difficultés de traitement rencontrées et les pistes d'amélioration.

Enfin, il convient de signaler que ce groupe s'est fortement mobilisé pour faciliter l'accès à des bases de données (FILOCOM, DVF) nécessaires pour alimenter les analyses réalisées dans le cadre des fiches actions consacrées aux centres anciens et à la périurbanisation. Ceci a été possible grâce à la mise à disposition des données FILOCOM par la DREAL-PACA et des données DVF par le Service Habitat Foncier et Urbanisme de la Région.

**RETOUR
D'ACCULTURATION**

Sommaire

Présentation du volet « Retour d'acculturation »	11
CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES	13
Données Carroyées, retour d'expérience dans le cadre de l'élaboration d'un diagnostic socio-économique pour le Contrat de ville du Grand Avignon (AURAV)	15
DIANE+, potentiels d'utilisation de la base de données (AUDAT)	17
LOGEMENT	19
FILOCOM, retour d'expériences sur l'exploitation de la base de données sur le logement (ADAAM).....	21
DGFIP 1767 bis COM, retour d'expérience relative au repérage des logements vacants potentiellement mobilisables au sein de la Communauté d'Agglomération Provence Méditerranée (AUDAT).....	23
INSEE/FILOCOM/BD°ADAAM, retour d'expériences sur les problématiques de mixité sociale et l'occupation du parc (ADAAM)	25
FONCIER	27
MOS Grande Echelle, retour d'expérience sur le SCOT du Bassin de Vie d'Avignon (AURAV).....	29
MOS Grande Echelle, retour d'expérience sur le SCOT Provence Méditerranée (AUDAT)	31
Données cadastrales, exemples de valorisation des données MAJIC à travers un référentiel de densités urbaines et une étude de prospection foncière (ADAAM)	33
MARCHES FONCIERS ET IMMOBILIERS.....	35
DVF, une nouvelle donnée sur les marchés fonciers et immobiliers (AGAM).....	37
PERVAL, la base de données incontournable sur les caractéristiques des vendeurs et acheteurs dans les transactions immobilières (AGAM).....	39
DEMARCHES D'OBSERVATION DES DYNAMIQUES TERRITORIALES.....	40
iD20, un observatoire des dynamiques territoriales sur le Pays d'Aix (AUPA).....	43
Démarche FNAU/ADCF « OBSERV'AGGLO », l'observation en réseau des agglomérations françaises (AGAM)	46
Démarche FNAU « SYTERE », les systèmes territoriaux régionaux à l'échelle européenne (AGAM)	48
Conclusion	49
Lexique	51

Présentation du volet « Retour d'acculturation »

Dans le cadre du partenariat Région/Agences d'Urbanisme, la fiche action « Aide à l'ingénierie », destinée à travailler de manière transversale sur le partage, la mutualisation, l'homogénéisation des connaissances existantes et à produire, a permis d'**exposer le savoir-faire des Agences d'urbanisme en matière d'exploitation et d'analyse de données** sur différentes thématiques liées à l'aménagement du territoire.

Cette acculturation, constituant un des volets de l'action qui traite également de l'acquisition de bases de données et de la prospective, s'est effectuée tout au long de l'année à travers cinq séminaires d'une journée et a permis d'exposer, à partir d'exemples concrets, **les méthodes de travail des agences**, parfois pionnières dans l'exploitation de certaines données, mais aussi **les résultats qui peuvent être obtenus** au travers d'exemples d'utilisation de certaines bases incontournables de l'ingénierie territoriale.

Ainsi, certaines interventions ont traités de données relatives aux **caractéristiques socio-économiques** avec la présentation d'**un dispositif d'homogénéisation de la maille de la donnée** à travers l'utilisation du carroyage INSEE pour analyser au niveau infra communal une série de données issue de différentes sources (cf. Données carroyées par l'AURAV) et la présentation de la base Diane+ sur les entreprises et établissements avec des exemples d'exploitation liés au **volet économique du SCOT Provence Méditerranée** et à une **étude sur les activités maritimes et portuaires** (cf. DIANE+ par l'AUDAT).

Les retours d'expériences ont également largement traité les données relatives à la **thématique du logement**. Les données **FILOCOM** ont été présentées (cf. FILOCOM par l'ADAAM) comme **incontournables en matière d'analyse du logement**. Des questions spécifiques ont également été abordées à travers **l'approche des logements vacants** (cf. DGFIP « 1767 bis COM » par l'AUDAT) et de **la mixité sociale** (cf. OPS/FILOCOM par l'ADAAM).

Les bases de **données foncières** ont été exposées à travers deux exemples de **réalisation de Modes d'Occupation du Sol Grande Echelle** (cf. MOS GE SCOT Bassin de Vie Avignonnais par l'AURAV et MOS GE SCOT Provence Méditerranée par l'AUDAT) et des exemples de **valorisation des données cadastrales** (cf. Données MAJIC par l'ADAAM).

Les marchés fonciers et immobiliers ont été approchés avec la présentation des exploitations de **DVF** et **PERVAL** (cf. DVF par l'AGAM).

Enfin, des retours sur les expériences en matière d'observation des **dynamiques territoriales** ont permis de prendre connaissance des démarches en la matière sur le territoire régional avec le dispositif iD20 du Pays d'Aix, **un panel d'indicateurs** permettant de mesurer à l'échelle d'une agglomération son niveau d'attractivité, de performance et sa qualité de vie (cf. iD20 par l'AUPA), mais aussi au niveau supra-régional avec les démarches SYTERE et OBSERV'AGGLO en cours de réalisation au niveau de la FNAU.

CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES

Données Carroyées, retour d'expérience dans le cadre de l'élaboration d'un diagnostic socio-économique pour le Contrat de ville du Grand Avignon (AURAV)

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) et de l'élaboration du Contrat de ville du Grand Avignon, à travers une convention entre l'AURAV et l'ANRU initiée par la DDT de Vaucluse, **l'Agence a développé une méthode originale d'utilisation des données carroyées de l'INSEE pour réaliser un travail d'observation sociodémographique des quartiers prioritaires** à l'échelle de l'agglomération.

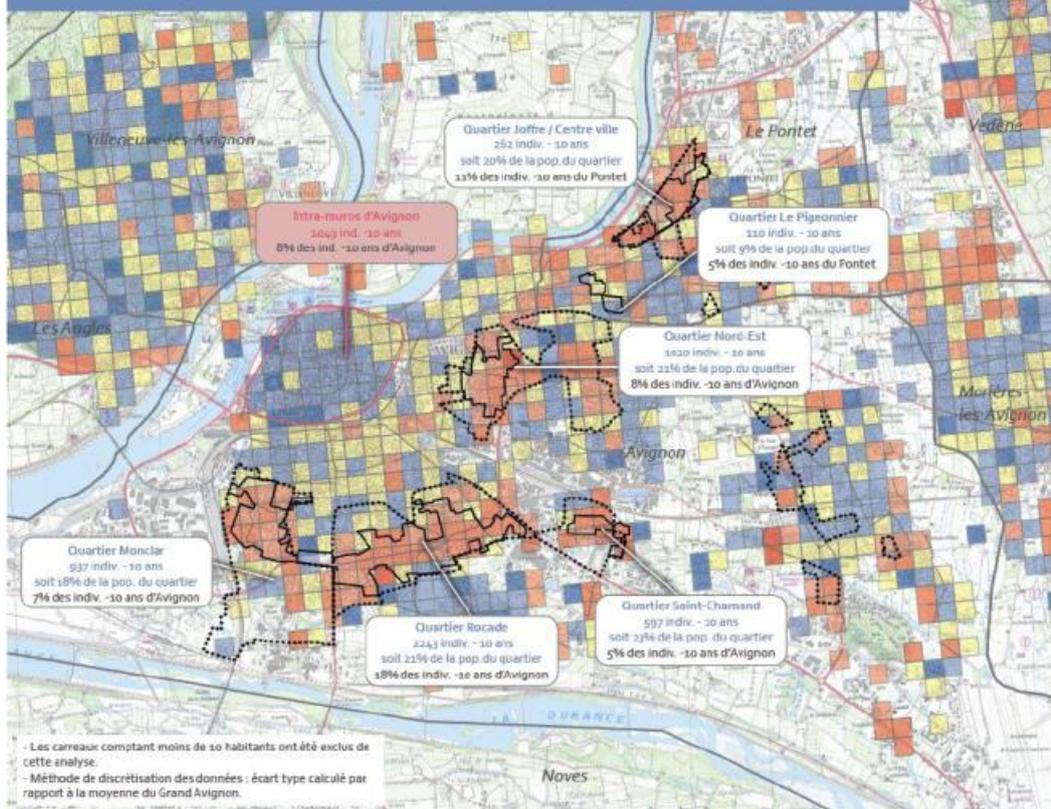
De la même manière que le préconise l'INSEE au sujet des données carroyées (désagrégation de mailles rectangle sur des mailles carreau de 200 x 200m), **l'AURAV a désagrégé une série de données** (recensement, CAF, Pôle emploi, SIRENE, etc.) **disponibles à des mailles différentes** (IRIS, Section cadastrale, point, etc.) **sur des carreaux INSEE de 200 x 200m**. Cette désagrégation a été appliquée proportionnellement à la population, à la population active, aux emplois ou aux logements du carreau en fonction du type de variable à désagréger.

L'intérêt de cette méthode était triple :

- **s'affranchir des périmètres institutionnels** définissant les quartiers prioritaires, le Grand Avignon souhaitant disposer à terme d'un véritable observatoire social des quartiers ;
- pouvoir **croiser différents types d'indicateurs** pour compléter l'approche thématique (cadre de vie, démographie, logement, éducation, santé, etc.) ;
- **avoir une représentation simple, continue et pédagogique de certains indicateurs** sur Avignon et le Pontet dans le but d'aider les élus du Grand Avignon à hiérarchiser les enjeux des quartiers prioritaires et mesurer l'effort de rattrapage à entreprendre notamment à travers le contrat de ville.

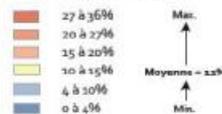
Cette analyse a été **complétée par une analyse infracommunale de FILOCOM à la section cadastrale et par une extraction DIAF-RP (INSEE)** portant sur les nouveaux périmètres de la politique de la ville.

- 37% des individus de moins de 10 ans d'Avignon vivent dans les quartiers prioritaires (Le Pontet : 23%)
- 21% des individus des quartiers prioritaires d'Avignon ont moins de 10 ans, contre 12% hors quartiers (Le Pontet : 15% contre 14% hors quartiers prioritaires)



LÉGENDE

Part des individus âgés de moins de 10 ans



- NQPV (17 juin 2014)
- Périmètres CUCS
- Centre-ville d'Avignon
- Limites communales

CHIFFRES CLES

- Indiv. -10 ans
- Grand Avignon = 24 753
- 37% d'individus de moins de 10 ans
- Avignon = 12 773
- 14% d'individus de moins de 10 ans
- TOTAL NQPV Avignon = 4797
- 37% d'individus de moins de 10 ans
- Le Pontet = 2 293
- 14% d'individus de moins de 10 ans
- TOTAL NQPV Le Pontet = 372
- 16% d'individus de moins de 10 ans

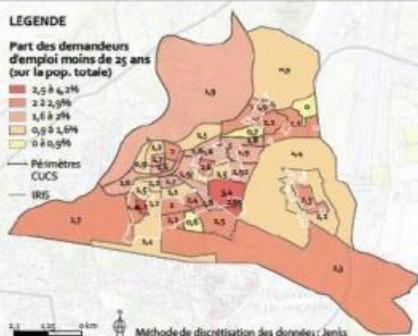
Individus âgés de moins de 10 ans

Données carroyées
200 m x 200 m

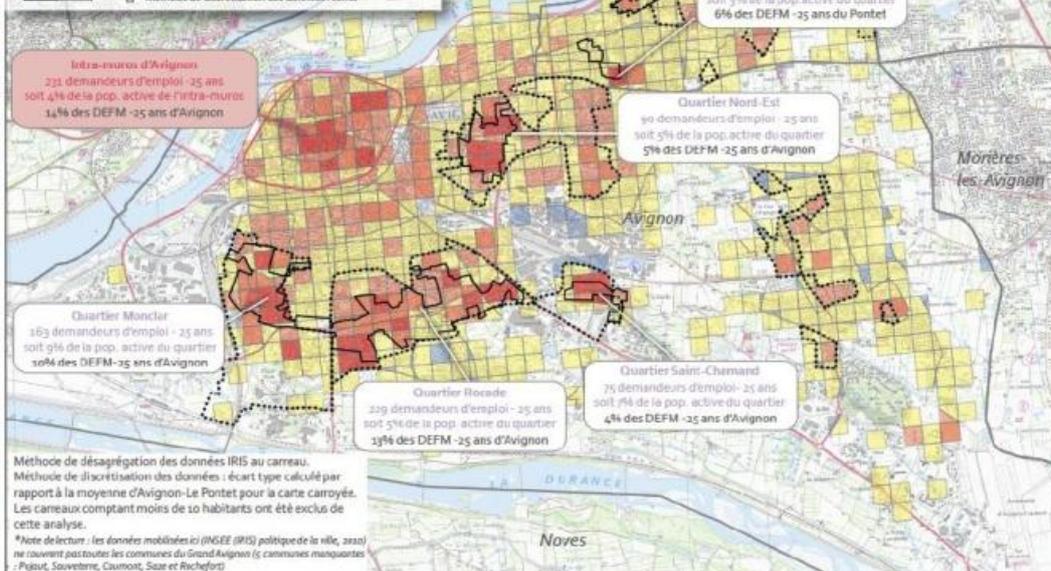
Juin 2014



Sources : Sirep 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100



- 33% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans d'Avignon vivent dans les quartiers prioritaires (Le Pontet : 15%)



LÉGENDE

Nombre de demandeurs d'emploi moins de 25 ans



- Périmètres CUCS
- NQPV (17 juin 2014)
- Centre-ville d'Avignon
- Limites communales

CHIFFRES CLES

- DEFM de 25 ans
- Grand Avignon* = 2501
- 3% de la population active
- Avignon = 1690
- 4% de la population active
- TOTAL NQPV Avignon = 557
- 4% pop. active ZOP Avignon
- Le Pontet = 279
- 4% de la population active
- TOTAL NQPV Le Pontet = 43
- 4% de la pop. active ZOP Pontet

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) âgés de moins de 25 ans

Données carroyées
200 m x 200 m

Juin 2014



Sources : Sirep 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

Méthode de désagrégation des données IRIS au carreau.
Méthode de discrétisation des données : écart type calculé par rapport à la moyenne d'Avignon-Le Pontet pour la carte carroyée. Les carreaux comptant moins de 10 habitants ont été exclus de cette analyse.
*Note de lecture : les données mobilisées ici (INSEE (IRIS) politique de la ville, 2010) ne couvrent pas toutes les communes du Grand Avignon (5 communes manquantes : Pélussin, Souvignat, Cusson, Saaz et Richefort)

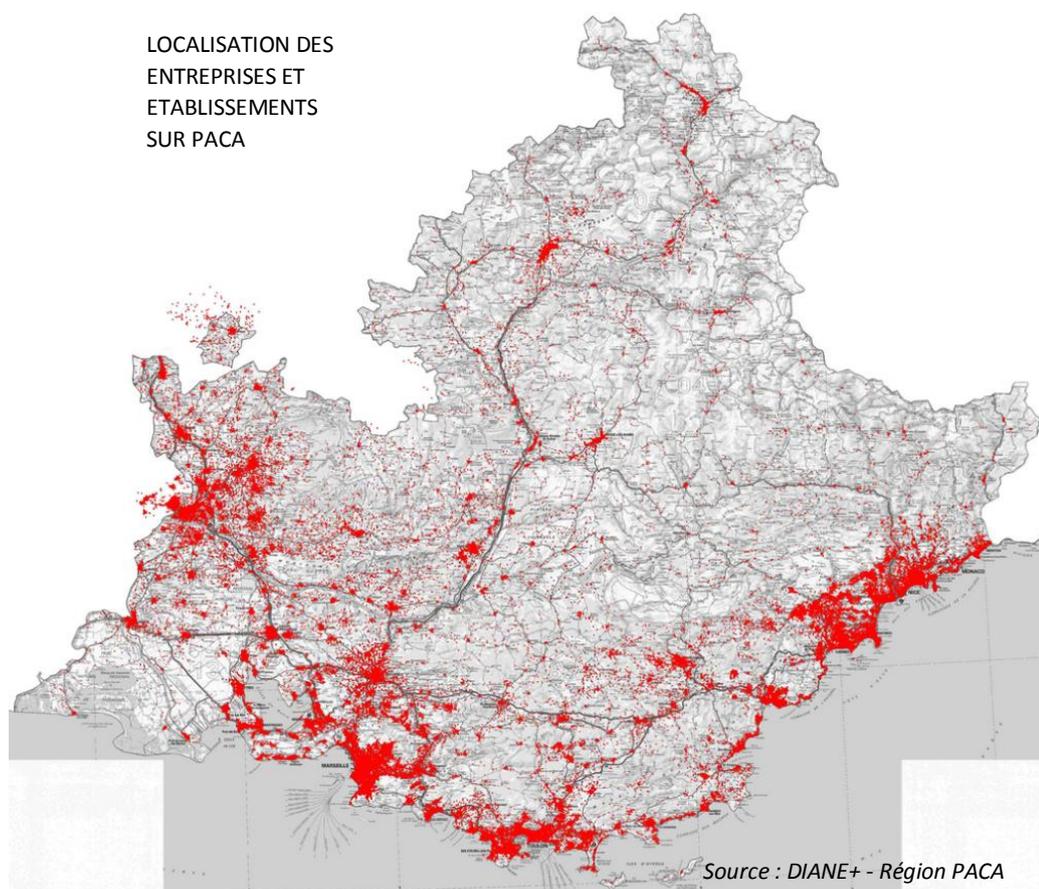
DIANE+, potentiels d'utilisation de la base de données (AU-DAT)

Dans le cadre des nombreux travaux que l'AU[dat]-Var mène pour ses membres sur le tissu économique des territoires varois, l'agence s'est dotée de la **base de données « Diane + »** du Bureau Van Dijk. Celle-ci, disponible via une plateforme internet, recense **l'ensemble des établissements sièges et secondaires présents en France localisés à leur adresse**. Elle correspond à la « fusion » des outils Diane (information détaillée sur les entreprises issue des comptes annuels) et Astrée (information détaillée sur les établissements issue du fichier SIRENE de l'INSEE).

Sont disponibles pour l'ensemble de ces établissements des données sur leur **identité** (raison sociale, activité, adresse...), leurs **effectifs salariés** et, **pour les sièges uniquement, des informations issues de leurs bilans comptables** (chiffre d'affaires France et à l'export, les frais de recherche et développement,...). La base est **actualisée quotidiennement** (procédures juridiques, création, cessation d'activité, données comptables...).

L'Agence s'appuie sur ces données pour diverses études :

- **de filières** en regroupant les établissements selon leur activité détaillée ou à partir d'un listing d'établissements (exemple de l'étude sur les activités maritimes dans le Var) ;
- **territoriales** en géolocalisant les établissements. Ainsi, pour la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, l'agence a localisé finement les artisans sur une carte afin de voir les logiques d'implantations (centre-ville, ZAE, nouveaux axes de développement économique,...) ;
- **en appui aux documents d'urbanisme** ou aux **dispositifs d'observation** (observatoire des ZAE pour le SCoT Provence Méditerranée notamment, observatoire économique pour la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée...).



LOGEMENT

FILOCOM, retour d'expériences sur l'exploitation de la base de données sur le logement (ADAAM)

Au cours de ces quatre dernières années, l'ADAAM a exploité à de nombreuses reprises les données FILOCOM dans le cadre de divers partenariats :

- Partenariat avec la DREAL jusqu'en 2010 : données à la commune pour l'ensemble de la Région (1999 à 2007).
- Partenariat avec la DDTM 06 de 2011 à 2013 : données à la commune + section cadastrale pour l'ensemble des Alpes-Maritimes (2007 et 2009) + données à la commune 2011.
- Partenariat avec la DREAL en 2014 : données à la commune restreintes pour l'ensemble des Alpes-Maritimes (2013).

Par ailleurs, des demandes spécifiques via le CETE/CEREMA Nord Picardie ont été faites via les intercommunalités ou les communes concernées par les études :

- En 2009, dans le cadre du **PNRQAD sur le centre ancien de Nice** et dans le cadre du **PLH de Cannes** (exploitation des données à la section cadastrale de 1999, 2003 et 2007).
- En 2012, pour le compte de la Communauté Urbaine Nice Côte d'Azur, un **suivi des changements de statut et de mode d'occupation des logements** a été réalisé et une étude sur le parc privé (exploitation des données communales de 1999 à 2009).
- Enfin, en 2014, une **étude sur la vacance** pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis a été réalisé (exploitation des données communales de 2001 à 2013).

Tous ces travaux témoignent du **grand intérêt** que revêtent les données FILOCOM qui permettent d'apporter des réponses à de nombreuses questions autour du logement. C'est sans nul doute **une des bases de données les plus performantes dans ce domaine**. Ainsi, l'exploitation des données FILOCOM a permis à l'ADAAM entre autres :

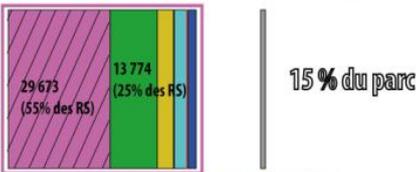
- Concernant l'**étude du centre ancien de Nice** : de bien identifier les zones de concentration du bâti ancien ; de quantifier le phénomène de vacance, de décrire le rôle social des différents parcs, de quantifier le nombre de ménages pouvant prétendre au logement social, de mettre en avant les situations de sous et de sur occupation, etc.
- Pour ce qui concerne le **PLH de Cannes**, on retiendra notamment une exploitation très intéressante qui permet de schématiser les caractéristiques de l'habitat dans la ville de Cannes (voir carte dans le diaporama),
- Dans le cadre du **diagnostic socio-urbain des quartiers Est de Nice**, l'ADAAM a réalisé des cartes très intéressantes sur l'ancienneté du parc de logements, les spécificités des territoires,

- Pour terminer, des exemples très instructifs sont mentionnés dans le **diagnostic du parc privé** sur la Métropole Nice Côte d'Azur avec en particulier un diagramme décrivant le suivi des logements en termes de statut et de mode d'occupation. Même démonstration sur les transferts entre le parc des résidences principales et les résidences secondaires.

Le parc de logement dans la métropole en 2009 et ses évolutions depuis 1999



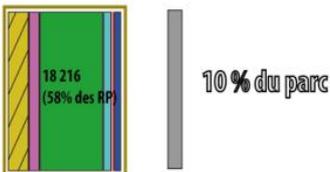
Les résidences secondaires en 2009 : 54 313 logements



Les résidences principales en 2009 : 265 330 logements

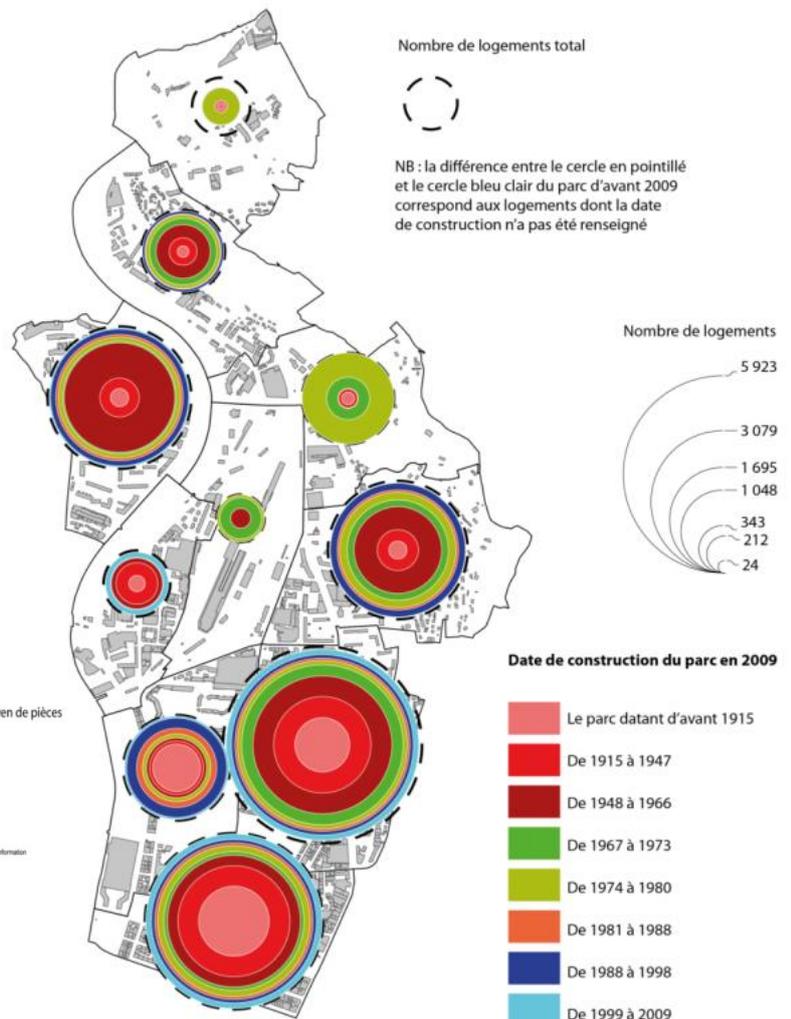


Les logements vacants en 2009 : 31 155 logements

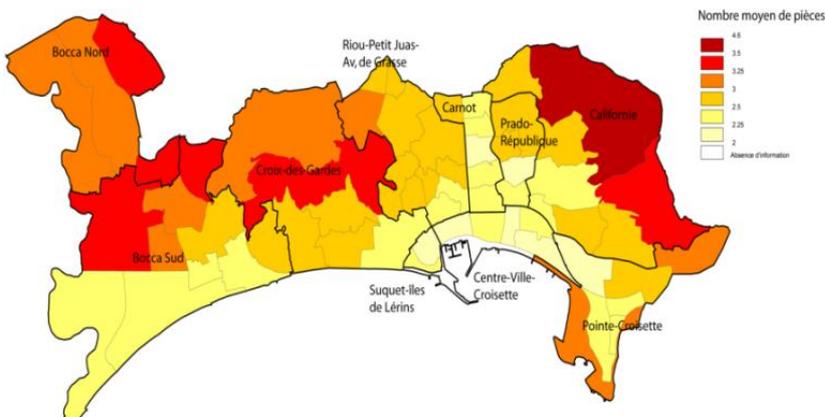


Source : Diagnostic du parc privé sur NCA (ADAAM 2012)

Ancienneté du parc de logements en 2009 dans le quartier est de Nice



Nombre moyen de pièces par logement en 2007



Source : Diagnostic socio-urbain des quartiers Est de Nice (ADAAM 2011)

DGFIP 1767 bis COM, retour d'expérience relative au repérage des logements vacants potentiellement mobilisables au sein de la Communauté d'Agglomération Provence Méditerranée (AUDAT)

Suite à un questionnement des élus sur la **mobilisation du parc de logements vacants** de l'agglomération de Toulon Provence Méditerranée, l'AU[dat]-Var a engagé en 2010 une étude pour :

- comparer l'intensité de ce phénomène dans l'agglomération par rapport à des territoires comparables,
- qualifier la nature exacte du parc vacant,
- élaborer un outil de ciblage des logements en situation de vacance structurelle sous propriété privée afin d'alimenter, entre autres, des dispositifs tel que le PIG sortie de vacance.

L'AU[dat]-Var a produit sur ce dernier point un **travail de repérage des logements vacants** dans le cadre du PIG communautaire de Toulon Provence Méditerranée « Amélioration de l'Habitat » pour la période 2012-2015 sur le volet « Remise de logements vacants sur le marché ».

L'Agence a, sur la base du **fichier « 1767 bis COM » de la DGFIP**, établi une **liste de logements dont la durée de vacance est d'au moins trois ans** en identifiant spécifiquement les logements maîtrisés par les « pouvoirs publics » (communes, EPCI, SEM, offices et SA HLM) de ceux possédés par des personnes morales privées et personnes physiques.

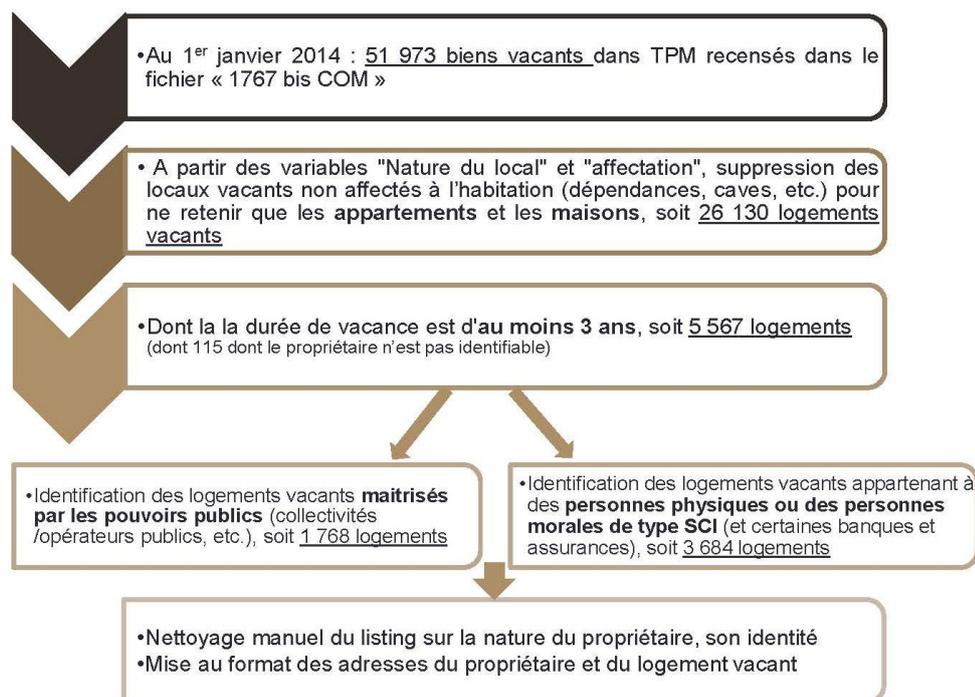
Plusieurs filtres successifs ont été utilisés pour arriver à cibler le cœur de la problématique des logements vacants : enlever les dépendances non habitables, et locaux non propres à l'habitat, retenir les logements vacants depuis au moins 3 ans, mettre de côté les logements appartenant aux pouvoirs publics (communes, EPCI, offices et SA d'HLM, SEM...) pour ne garder que ceux sous propriété privée morale ou personne physique.

Cette liste a également fait l'objet d'un examen et d'une **validation de chaque commune** de l'agglomération et permis à l'opérateur du PIG de **cibler les copropriétés et propriétaires** détenteurs d'un grand nombre de logements vacants pour les inciter à leur remise sur le marché.

Les logements vacants potentiellement mobilisables à Toulon (fichier 1767 bis com au 01.01.2014)



Exploiter les listes des logements vacants : méthodologie employée



INSEE/FILOCOM/BD ADAAM, retour d'expériences sur les problématiques de mixité sociale et l'occupation du parc (ADAAM)

Dans le cadre de sa mission d'observatoire départemental de l'habitat et du partenariat étroit mis en place avec les Collectivités, l'ADAAM est souvent sollicitée par ses membres sur la **connaissance de l'occupation du parc de logements** et sur **l'analyse de la mixité sociale** au sein des communes et quartiers.

Lors des séminaires, différents travaux ont été présentés ; travaux réalisés à partir de sources de données différenciées : INSEE, FILOCOM à la commune et section cadastrale, commande de données croisées FILOCOM, données HLM/ADAAM/Métropole Nice Côte d'Azur.

Réflexions sur la mixité sociale - Ville de Cannes/PLH.

Pour les travaux du PLH de Cannes, il s'agissait d'apporter à la Ville une analyse sur le lien entre caractéristiques / évolution de l'habitat et données sociodémographiques / peuplement afin d'éclairer une des pré-occupations fortes de la commune concernant la mixité sociale.

Le travail a été fait par la définition de cinq quartiers (assemblage Iris/section cadastrale) et d'une quinzaine d'indicateurs à partir des sources INSEE, FILOCOM section cadastrale, ...

Occupation du parc de logement sur la Métropole Nice Côte d'Azur.

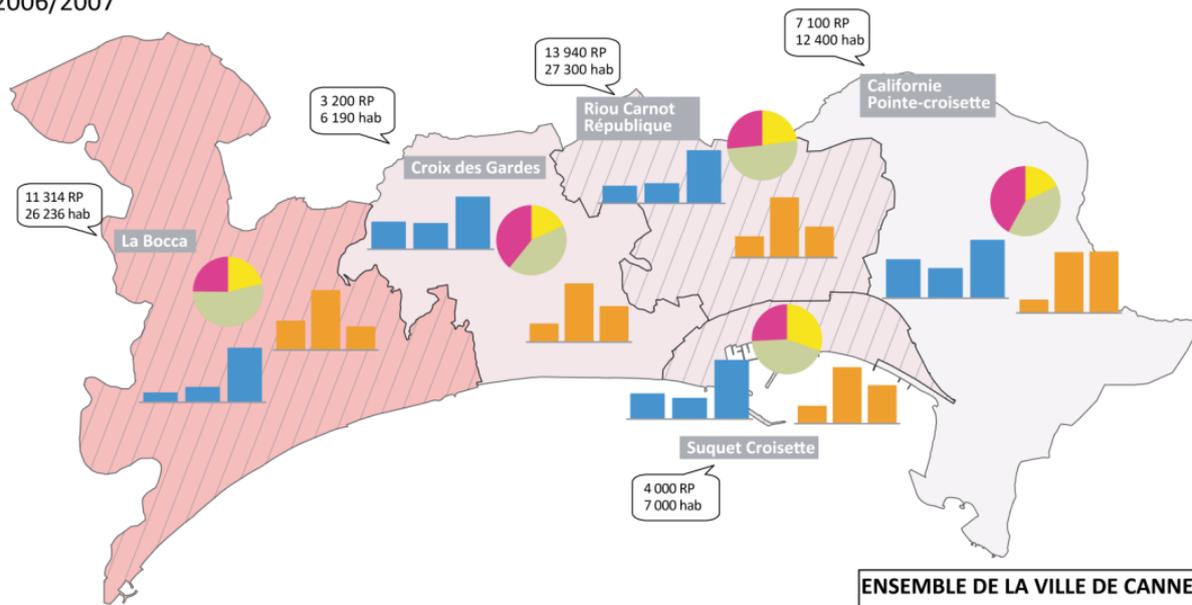
Deux types de travaux ont été conduits,

- **sur le parc privé** à partir des données FILOCOM (commande spécifique auprès du CEREMA) permettant de croiser les variables demandées sur les caractéristiques du logement et les ménages occupants. Cette étude a permis de préparer les dispositifs sur le parc privé (PIG) adoptés par la Collectivité en 2013.
- **sur le parc social** grâce à la mise en place d'un partenariat Nice Côte d'Azur/ADAAM/bailleurs et d'une enquête auprès des organismes qui a concerné près de 90% du parc social, 11 indicateurs ont été traités et les résultats restitués sur la Métropole, sur les communes SRU et des regroupements de communes, par bailleurs ainsi que par territoires en « Politique de la Ville ».

Cet important matériau et les analyses produites doivent permettre à la Métropole de mettre en œuvre ses nouvelles responsabilités notamment dans le cadre des réflexions et objectifs de la conférence intercommunale du logement.

Des indicateurs de mixité sociale à Cannes

2006/2007



LEGENDE :

Part des logements sociaux (en % des RP)

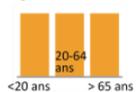
- Plus de 35% de logements sociaux
- Entre 3 et 5% de logements sociaux
- Moins de 0,5% de logements sociaux

Ménages non imposables :

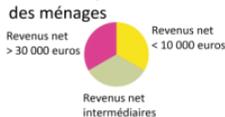
- Plus de 50 % (entre 50 et 56%)

RP : Résidences principales selon la source FILOCOM
hab : Habitants des résidences principales selon FILOCOM

Age des habitants



Revenus imposables nets des ménages

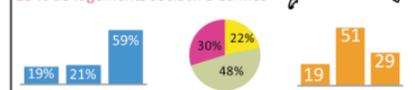


Activité des 15-64 ans :

- Cat 1 : Agriculteurs exploitants
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises
Cadres, prof. intel. Sup.
- cat 2 : Professions intermédiaires
- cat 3 : Employés, ouvriers

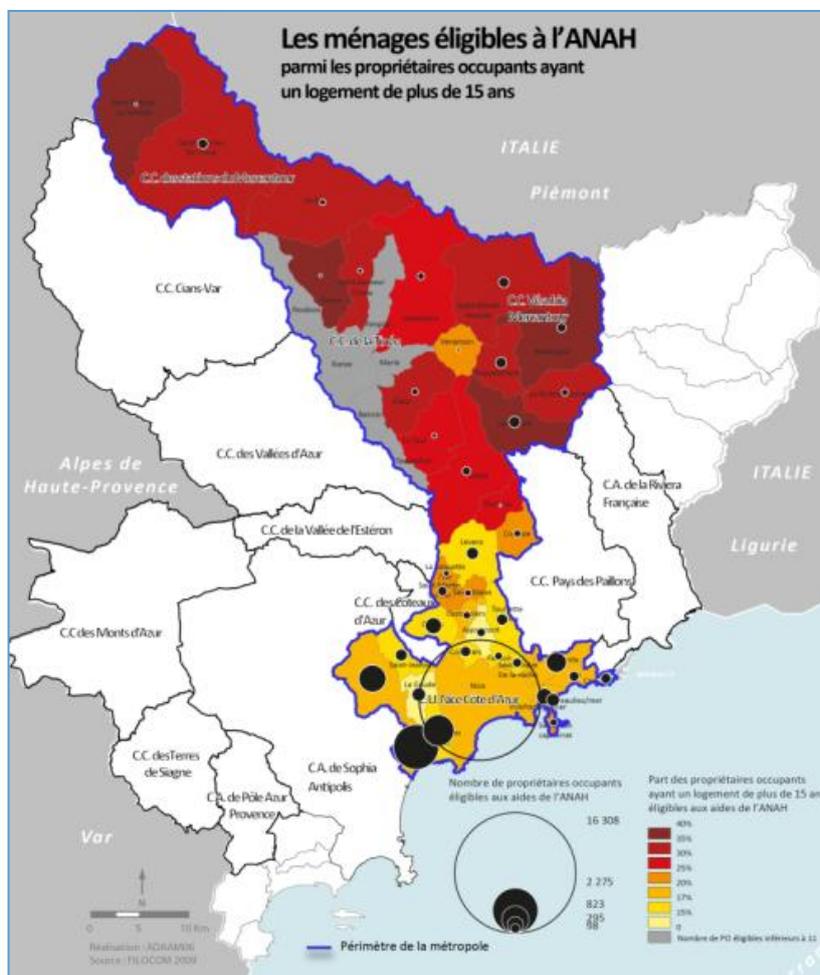
ENSEMBLE DE LA VILLE DE CANNES :

39 600 Résidences principales (RP)
79 170 Population des RP
15 % de logements sociaux à Cannes



Source : INSEE Recensement rénové 2004-2008 pour la structure par âge et mobilités résidentielles en 2006
FILOCOM / DGI pour les autres variables en 2007

Réalisation : ADAAM 2010



FONCIER

MOS Grande Echelle, retour d'expérience sur le SCOT du Bassin de Vie d'Avignon (AURAV)

Fin 2013, l'AURAV a lancé la **production de bases de données d'occupation du sol à grande échelle** sur le territoire du SCoT du bassin de vie d'Avignon en vue de :

- lancer une étude « Trame Verte et Bleue » sur les continuités écologiques ;
- suivre la consommation d'espace depuis 10 ans comme le stipule le code de l'urbanisme.

Cette donnée a été financée à hauteur de 50% du montant total hors taxes par la Région et de 10% par le Conseil Départemental de Vaucluse.

Au-delà de ces objectifs directement liés au SCoT, cette donnée servira également à alimenter de nombreux autres projets de territoire menés sur le bassin de vie d'Avignon (exemple : Programmes Locaux de l'Habitat, Plans de Déplacements Urbains, observatoires thématiques (foncier, agriculture, etc.)). Ces bases de données cartographiques d'occupation du sol constitueront également **une donnée de référence** pour aider à la réalisation des Plans Locaux d'Urbanisme dits « Grenelle » dans les communes du territoire couvert.

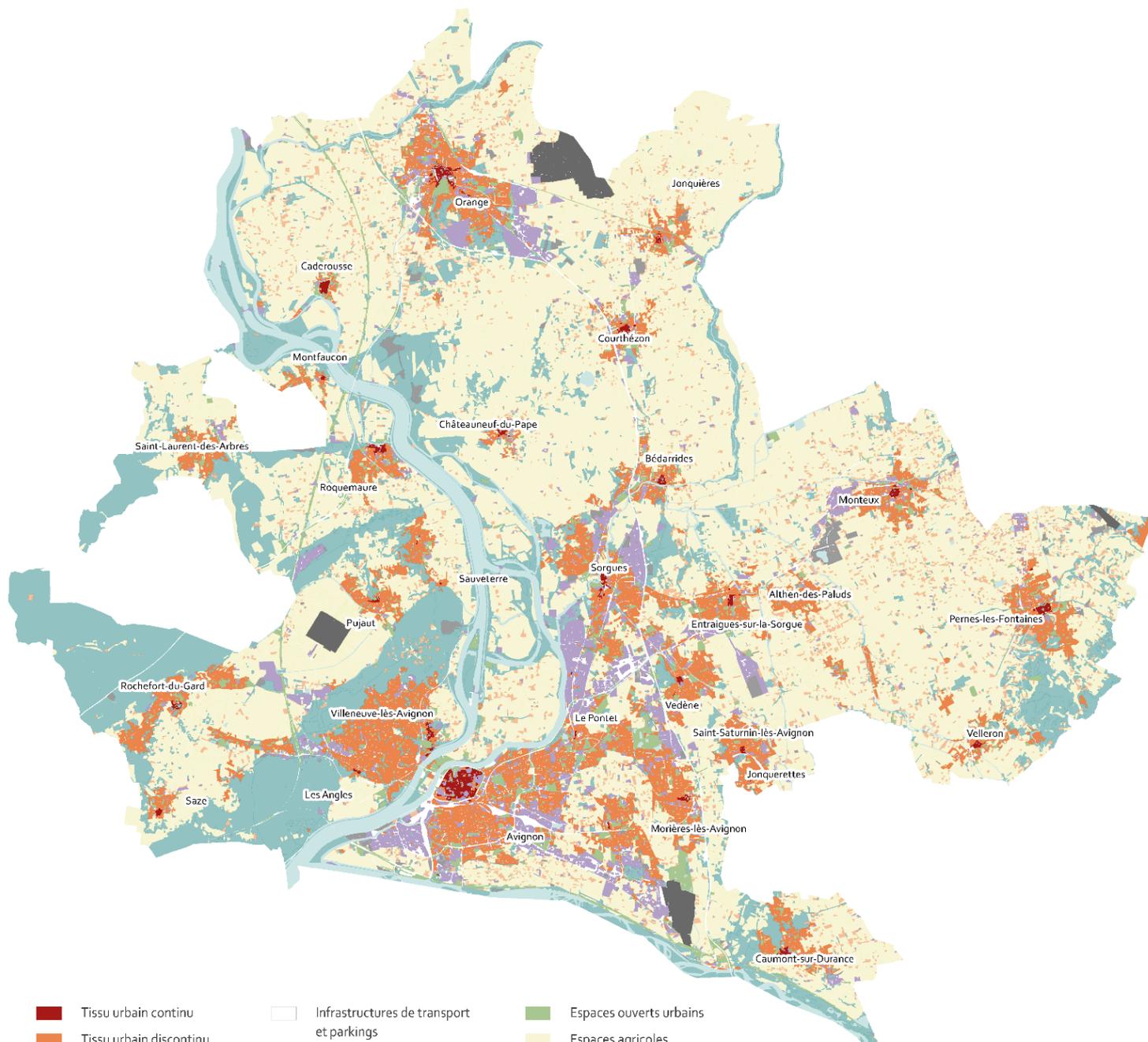
Les bases de données MOS GE produites sur le bassin de vie d'Avignon se composent d'une occupation du sol à 60 postes (niveau 5) pour l'année 2010, d'une occupation du sol à 18 postes (niveau 3) pour 2001 et 2013 et d'un linéaire de haies (2010).

Ces données permettent de produire des analyses sur la dynamique des espaces artificialisés, sur l'évolution des espaces agricoles et ses mutations ainsi que sur le renouvellement urbain.

Parallèlement à ce travail sur le bassin de vie d'Avignon, l'AURAV a été également sollicité pour produire ces mêmes données d'occupation du sol à grande échelle sur d'autres territoires de SCoT en Vaucluse : SCoT Arc Comtat Ventoux, SCoT Pays Vaison Ventoux, SCoT du Pays d'Apt et Luberon.

Fin 2016, 80% de la surface du département de Vaucluse sera donc couverte par une donnée d'occupation du sol à grande échelle.

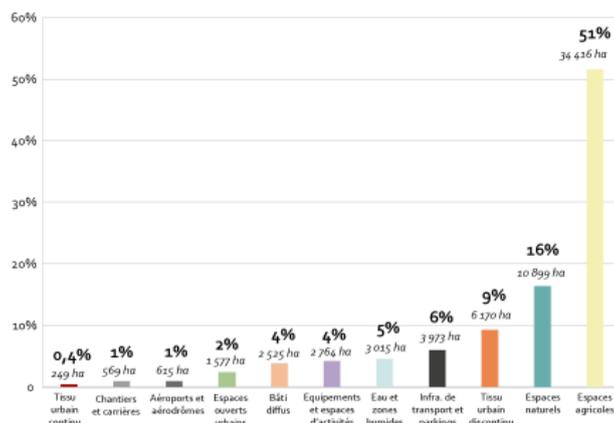
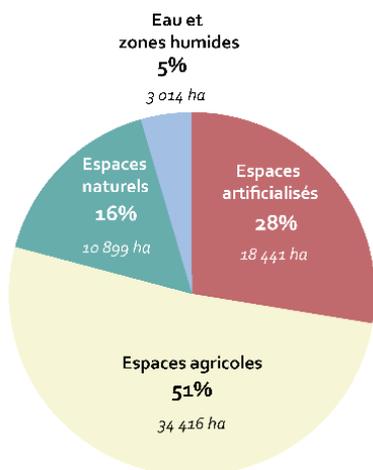
Occupation du sol du SCoT du bassin de vie d'Avignon en 2013 à partir du MOS GE (AURAV)



- Tissu urbain continu
- Tissu urbain discontinu
- Bâti diffus
- Equipements et espaces d'activités
- Infrastructures de transport et parkings
- Aéroports et aérodromes
- Chantiers et carrières
- Espaces ouverts urbains
- Espaces agricoles
- Espaces naturels
- Eau et zones humides



Sources : Donnée d'occupation du sol 2013, AURAV



MOS Grande Echelle, retour d'expérience sur le SCOT Provence Méditerranée (AUDAT)

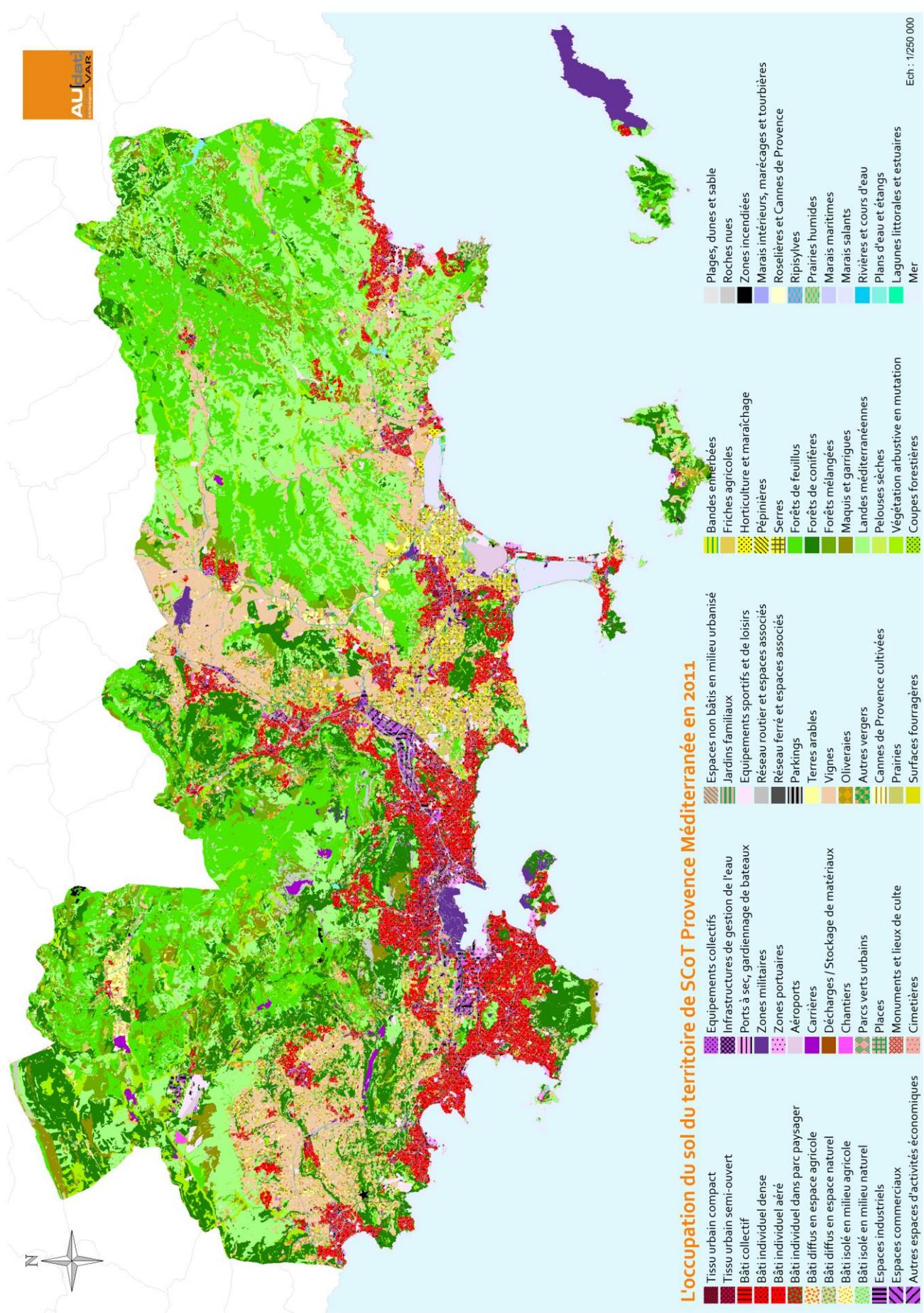
En 2005, L'AU[dat] a conjointement produit avec la Chambre d'Agriculture du Var, une base de données d'occupation du sol à grande échelle dans le cadre de la réalisation du diagnostic du SCoT Provence Méditerranée. **Deux millésimes ont été photo interprétés : 1972 et 2003** à travers 14 postes de nomenclature.

En 2012, pour mettre en œuvre le bilan du SCoT approuvé en 2009 et sa révision notamment en matière de consommation d'espace, **une mise à jour de la base 2003** a été réalisée en 2011 avec l'aide d'un bureau d'études privé. Ce **millésime 2011** comprend 65 postes compatibles avec la nomenclature du CRIGE PACA GE de niveau 4 et le millésime de 2003 antérieur revisité. Les unités de collecte choisies sont de 500 m² pour les espaces agricoles et naturels, 300 m² pour les postes urbains.

Le MOS du SCoT Provence Méditerranée présente une déclinaison intéressante de l'espace bâti pour analyser la densité des espaces urbains et le potentiel foncier encore disponible. En outre, son large panel de postes d'espaces naturels a permis de bâtir l'ossature de la trame verte et bleue du territoire et la définition des corridors écologiques.

La diversité des espaces agricoles a permis de mettre en évidence les dynamiques foncières des cultures agricoles du territoire entre 2003 et 2011 et leur rapport à l'urbanisation. D'autres travaux et thématiques pourront être abordés grâce à l'existence de ce référentiel à grande échelle (Plan de Déplacement Urbain, économie/activités, Renouvellement Urbain, typologie de l'habitat, évolution des friches agricoles et mutations de l'espace agricole et naturel en général...).

Ces deux bases de données d'occupation du sol constitueront également **une donnée de référence** pour la réalisation des Plans Locaux d'Urbanisme « Grenelle » des communes du territoire de référence.



Ech : 1/250 000

Données cadastrales, exemples de valorisation des données MAJIC à travers un référentiel de densités urbaines et une étude de prospection foncière (ADAAM)

Issus de la DGFIP, les **fichiers cadastraux** à vocation fiscale composés des données PCI (données graphiques) et des données attributaires annuelles MAJIC (Mise A Jour Informatique du Cadastre) sont d'une richesse d'information exceptionnelle même si elles sont fondées sur des informations déclaratives. Ils sont mis à disposition dans un cadre particulier par le CRIGE PACA.

Les cinq fichiers cadastraux décrivent respectivement le **parcellaire** (non bâti), les **bâtiments** (bâti), les **propriétaires**, les **propriétés divisées en lots**, **l'annuaire topographique** (fichier FANTOIR). Ils sont exploitables avec un ETL spatial (outil d'Extraction, Transformation et Chargement), véritable logiciel « boîte à outil » pour l'échange, la transformation, le chargement et le contrôle des données spatiales vectorielles ou raster, nommé également le « couteau Suisse du géomaticien ».

Plusieurs travaux d'exploitation des données MAJIC ont été réalisés par l'ADAAM. Dans le cadre du « Pacte Foncier 06 2009-2011 pour la production en partenariat de logements aidés dans les Alpes-Maritimes » tout d'abord, l'ADAAM a monté **l'observatoire foncier pour le logement** et a réalisé **un atlas foncier présentant l'état zéro**. D'autres études ont ensuite été réalisées en matière de **recensement des potentialités foncières de développement** (étude Sophia 2030 [ADAAM, 2013], Volet potentialités du Portrait de territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse [ADAAM, 2014]), une **analyse comparative de l'occupation du sol sur un espace à vocation agricole** de Nice Côte d'Azur [ADAAM, 2012], **des études de prospection foncières pour du logement social, des aires à destination des gens du voyage, des centres de permis de conduire** [ADAAM, 2012-2015]. Deux d'entre elles ont été prises pour exemple et présentées au groupe de travail : le référentiel cartographique de densités urbaines sur Nice et Nice Côte d'Azur et l'étude de prospection foncière pour une aire de grand passage pour les gens du voyage.

Le référentiel cartographique de densités urbaines sur Nice et Nice Côte d'Azur. Dans le cadre de l'élaboration de son PLH 2009-2014, Nice Côte d'Azur a demandé à l'ADAAM d'établir un référentiel cartographique des densités de bâti et de logement sur chacune des communes de l'intercommunalité. Ainsi ce référentiel a été réalisé en exploitant les données cadastrales et restituées à travers une cartographie de la densité à la parcelle (densité bâtie nette et densité de logements à l'hectare) et de la densité à la commune (densité bâtie brute, densité bâtie nette, densité de logements brute, densité de logements nette).

L'étude de prospection foncière pour une aire de grand passage. A la demande de l'Etat (services de la DDTM et préfectoraux) et dans le cadre de la réalisation du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage, l'Agence a eu pour mission d'identifier les sites potentiellement « éligibles » techniquement pour réaliser une aire de grands passages des gens du voyage. Elle s'est appuyée pour cela sur l'exploitation des données foncières en amont (taille, propriétaires, absence de bâti) et d'autres bases de données (dénivelé, localisation bande côtière) pour réaliser une première sélection de sites potentiels au regard des critères demandés. Une confrontation des résultats obtenus a ensuite été faite avec un travail de photo-interprétation et des visites de terrain.

MARCHES FONCIERS ET IMMOBILIERS

DVF, une nouvelle donnée sur les marchés fonciers et immobiliers (AGAM)

Jusqu'à ces dernières années, l'approche des marchés immobiliers et fonciers se faisait essentiellement à travers les DIA (Déclarations d'Intention d'Aliéner) et les données PERVAL. Ces dernières qui concernent les transactions effectives présentent un double inconvénient : elles ne sont pas exhaustives et leur coût d'acquisition est assez conséquent.

Depuis juillet 2011, la direction générale des Finances publiques (DGFIP) ouvre de nouvelles perspectives d'approche des marchés en proposant aux collectivités et établissements publics locaux un nouveau service, dénommé "**demande de valeurs foncières**". Ce service permet aux collectivités intéressées d'obtenir des données foncières relevant de leur périmètre géographique pour conduire leur politique foncière et d'aménagement.

Les fichiers récapitulent les ventes immobilières publiées dans les conservations des hypothèques, complétées du descriptif des biens en provenance du cadastre, sur une période maximale de cinq ans. Pour chaque vente enregistrée, sont délivrées la nature des biens, leur adresse et leur superficie, la date de mutation, les références de publication au fichier immobilier ainsi que la valeur foncière déclarée.

Cette donnée présente un fort potentiel d'exploitation et permet d'apporter des éclairages précieux sur le marché immobilier. Elle présente toutefois un inconvénient : **la base de données livrée est complexe** à organiser et à exploiter. Faute d'exploitation, le service de stratégie foncière de Marseille Provence Métropole a confié à l'AGAM une mission d'expérimentation de la donnée. En se nourrissant des réflexions menées dans les différents groupes de travail nationaux, l'agence a opté pour développer son propre modèle d'exploitation.

Au terme de l'expérimentation, il s'avère que **son exploitation pour les appartements et les maisons donne de bons résultats**. En revanche, **pour ce qui concerne les terrains à bâtir et les locaux d'activité, la qualité de l'information obtenue est jugée insuffisante** pour servir de base à une fonction d'observation. Enfin, la procédure de mise à jour incite à n'utiliser les données qu'à N-1. Par exemple, les mises à jour de 2014 impactent sensiblement les données déjà livrées pour 2013 notamment en termes de volume de transactions.

L'analyse des données pour Marseille Provence Métropole sur la période 2008-2013 a permis d'apporter des informations importantes telles que **l'identification de l'année d'inversion de tendance** (en 2011) liée à la crise de l'immobilier datée de 2007, la **quantification du recul du nombre de transactions** depuis 2011 et de **l'évolution des prix**, l'analyse de l'évolution du nombre de transactions et des prix **selon le type de logements**, ainsi qu'une **une première approche du marché des maisons** à travers une typologie sur l'ensemble du territoire de Marseille Provence Métropole.

Source Acte notarié
Source MAJIC

Liste des champs (valeurs fictives)

Régime fiscal
Doits d'enregistrements (22)
Régime TVA (13)

Nature mutation
Adjudication
Echange
Expropriation
Vente
Vente en l'état futur d'achèvement
Vente terrain à bâtir

Code type local

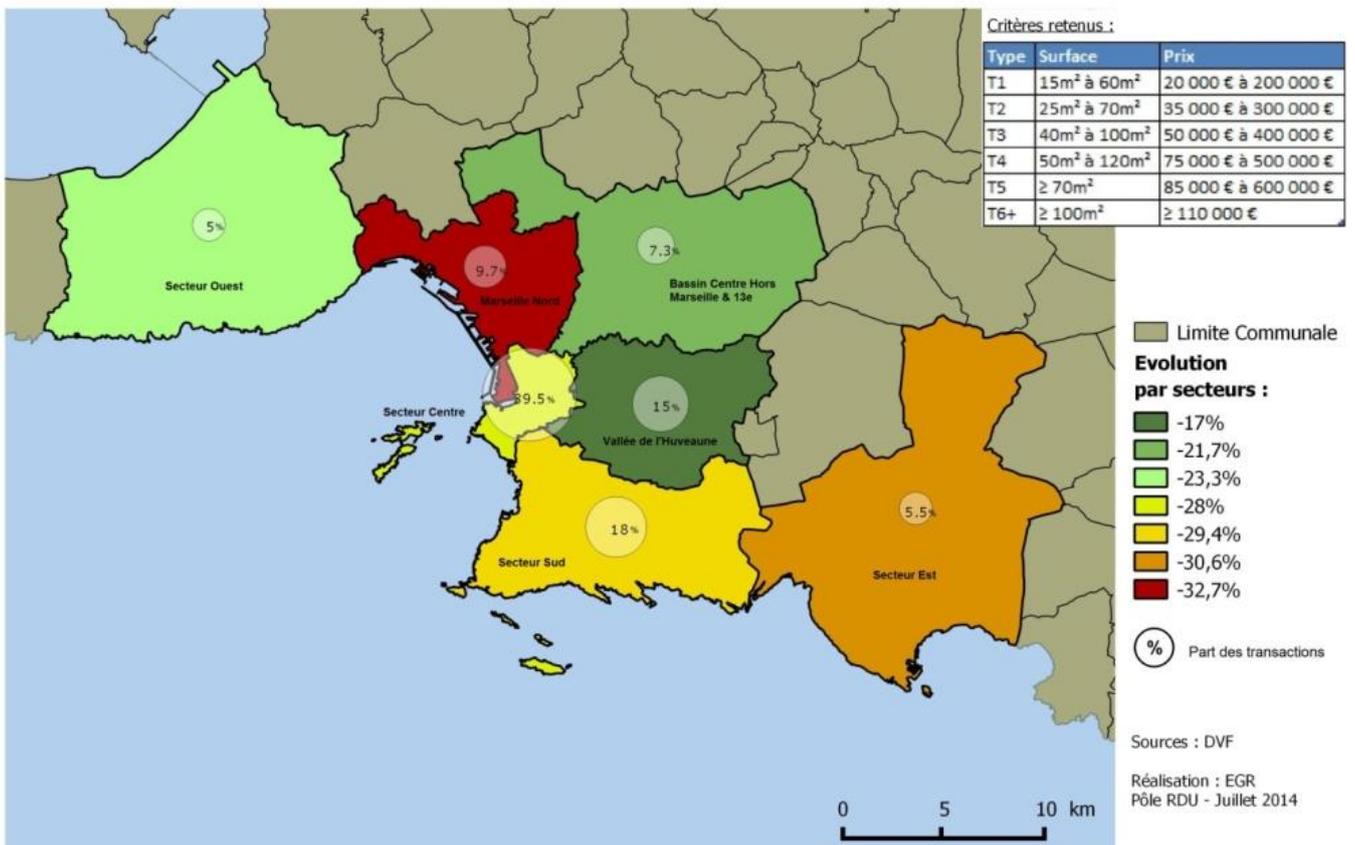
local	Type local
1	Maison
2	Appartement
3	Dépendance
	Local industriel.
4	commercial ou assimilé

Libellés	Exemples	Libellés	Exemples
Code service CH	5914P01	Section	AB
Référence document	Année + n° de l'acte 2009P00999	No plan	130
1 Articles CGI	1594D*1	No Volume	
2 Articles CGI	257-7-1*2	1er lot	
3 Articles CGI		Surface Carrez du 1er lot	
4 Articles CGI		2eme lot	
5 Articles CGI		Surface Carrez du 2eme lot	
No disposition		3eme lot	
Date mutation	16/01/2009	Surface Carrez du 3eme lot	
Nature mutation	Vente	4eme lot	
Valeur foncière	240 000,00 €	Surface Carrez du 4eme lot	
No voie		5eme lot	
B/T/Q	Adresse 57 B RUE DE BOULOGNE	Surface Carrez du 5eme lot	
Type de voie	BOULOGNE	Nombre de lots	2
Code voie	59000 LILLE	Code type local	Maison
Voie	+ Code Rivoli	Type local	
Code postal		Identifiant local	999999
Commune		Surface réelle bâti	88 m²
Code département	59	Nombre pièces principales	4
Code commune	350	Nature culture	5
Préfixe de section	298	Nature culture spéciale	
		Surface terrain	200 m²

Adresse

commune associée

Part et evolution du nombre de transactions entre 2011 et 2013 - Secteurs d'interventions de MPM



PERVAL, la base de données incontournable sur les caractéristiques des vendeurs et acheteurs dans les transactions immobilières (AGAM)

Jusqu'en 2008, la principale base de données sur le marché immobilier était **PERVAL**. Cette base, payante et non exhaustive, résulte des informations communiquées par les notaires.

La base de données PERVAL est un système d'enregistrement des transactions immobilières réalisées par les notaires, alimenté à partir des actes transmis sur la base du volontariat. Il s'agit donc d'un recueil partiel des transactions réalisées. Le fichier contient des renseignements sur les caractéristiques des logements, la provenance des acquéreurs et les prix. Les variables peuvent plus ou moins bien être renseignées (éléments de confort...)

Depuis la mise à disposition des données « DVF » (Demandes sur les Valeurs Foncières qui couvrent les transactions à partir de l'année 2008), l'intérêt de PERVAL est moindre car DVF est plus performante pour analyser l'évolution de la dynamique du marché (volume des transactions) et celle des prix. Toutefois, les données PERVAL continuent à être **la seule base de données qui apporte des informations sur les caractéristiques des vendeurs et des acheteurs** (âge, origine géographique, nationalité, CSP). Cette connaissance des vendeurs et des acheteurs est fondamentale pour bien cerner le marché immobilier. Comme DVF, PERVAL ne permet pas d'appréhender de manière fiable le marché du neuf et **son exploitation doit plus se concentrer sur le marché de l'ancien**.

L'accès à la base de données (détaillée par transaction) est assez cher et c'est pourquoi peu d'agences en ont fait directement l'acquisition. A titre d'exemple, le coût de la base régionale est de l'ordre de 30 000 €. Enfin, la société PERVAL propose d'autres produits que la base complète tels que les études statistiques détaillées et les études sur mesure. Ceux-ci sont plus abordables en termes de prix et peuvent être un complément utile aux données DVF.

Un exemple de traitement sur mesure réalisé sur l'origine des acquéreurs pour la Communauté Urbaine de Bordeaux

Caractéristiques des acquéreurs : **origine géographique des acquéreurs**

		2012						
		Même commune	Reste CUB	Gironde	Aquitaine	IDF	Reste France	Etranger
Zone 1	Volume total (NB)	320	320	320	320	320	320	1 920
	Volume total (%)	40%	30%	10%	5%	5%	8%	2%
	Volume statistique	300	300	300	300	300	300	300
	Prix de vente	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €
Zone 2	Volume total (NB)	220	220	220	220	220	220	1 320
	Volume total (%)	40%	30%	10%	5%	5%	8%	2%
	Volume statistique	200	200	200	200	200	200	200
	Prix de vente	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €

DEMARCHES D'OBSERVATION DES DYNAMIQUES TERRITORIALES

iD20, un observatoire des dynamiques territoriales sur le Pays d'Aix (AUPA)

Afin d'améliorer la connaissance des dynamiques territoriales, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix, en collaboration avec la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a initié **une démarche d'observatoire stratégique : iD20**. Cet observatoire repose sur un partenariat « actif » associant d'autres structures : la Ville d'Aix, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, l'Office de Tourisme, le Rectorat, Pays d'Aix Développement, la Chambre de Commerce ainsi que les communes du pays d'Aix

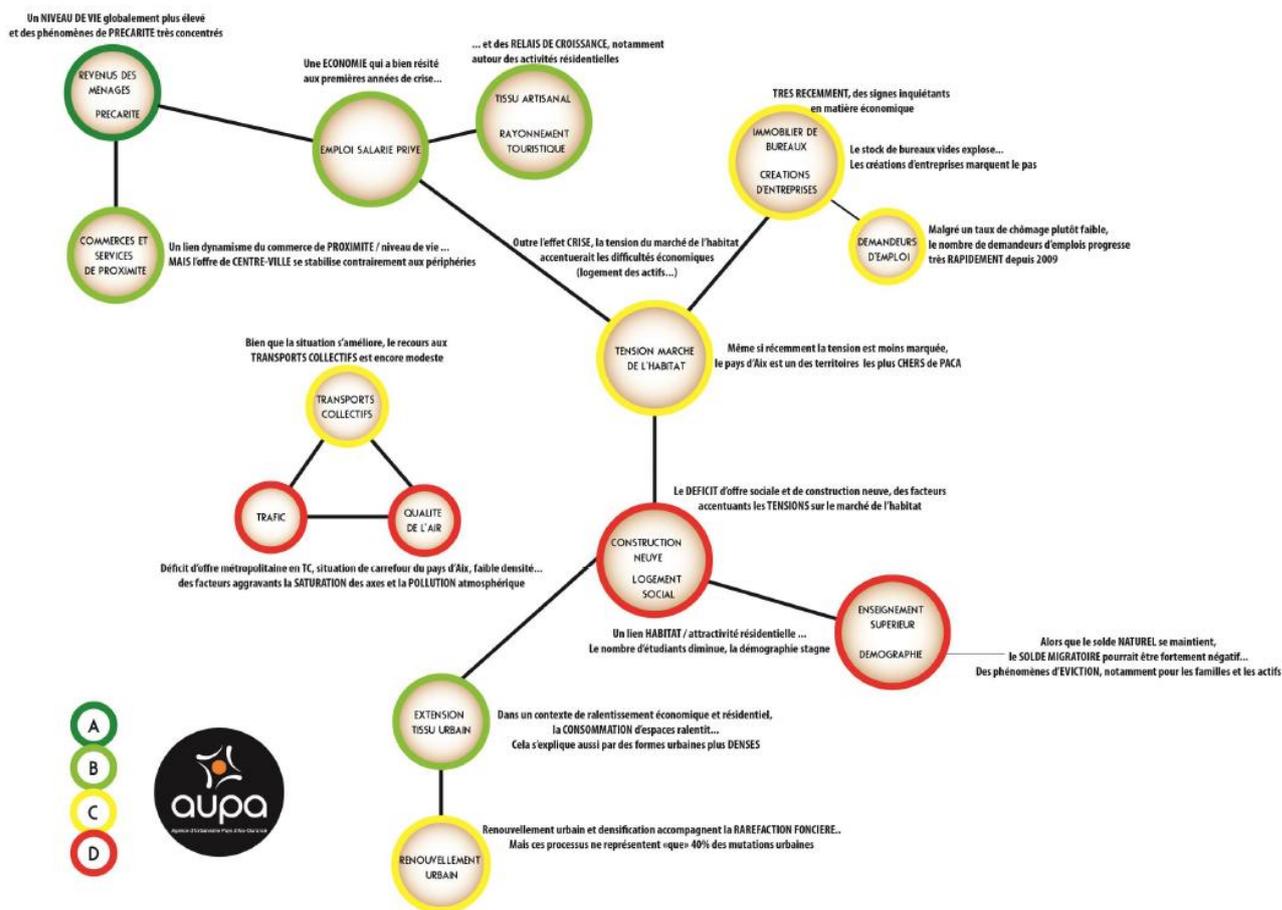
iD20 est **un outil stratégique d'aide à la décision**. Ce baromètre territorial permet d'améliorer la connaissance des territoires et des dynamiques à l'œuvre pour adapter et optimiser l'action publique. En prenant appui sur **vingt indicateurs stratégiques et transversaux**, iD20 permet de mesurer le niveau d'attractivité et de « performance » de ce territoire, mais aussi d'évaluer sa qualité de vie. Quatre documents de synthèse du même type que celui qui figure ci-dessous ont été produits.



iD20 croise ainsi les données urbaines, économiques, éducatives et sociales. Une telle **approche transversale** se révèle particulièrement pertinente **pour évaluer, mesurer, connaître, et comparer** la Communauté du Pays d'Aix par rapport à ses voisins et par rapport aux agglomérations comparables en France. D'ailleurs, le pays d'Aix est, avec Rennes et Grenoble, l'une des premières intercommunalités à avoir initié ce type de baromètre en association avec leur agence d'urbanisme. Enfin, pour chaque indicateur, un baromètre a été imaginé afin d'évaluer la dynamique récente de chaque indicateur (la situation s'améliore-t-elle ? se dégrade-t-elle ? se stabilise-t-elle ?).

iD20 propose également une **analyse prospective** qui pose des questions et ouvre des pistes de réflexion stratégiques : Quel développement pour le pays d'Aix ? Comment maintenir l'attractivité sans nuire à la qualité de vie ? Sur la base de chiffres clefs synthétiques, une mise en perspective et des questions pour un débat sont proposés. iD20 propose donc une photographie « sociétale » et des grandes mutations en cours.

LES INDICATEURS D'iD20

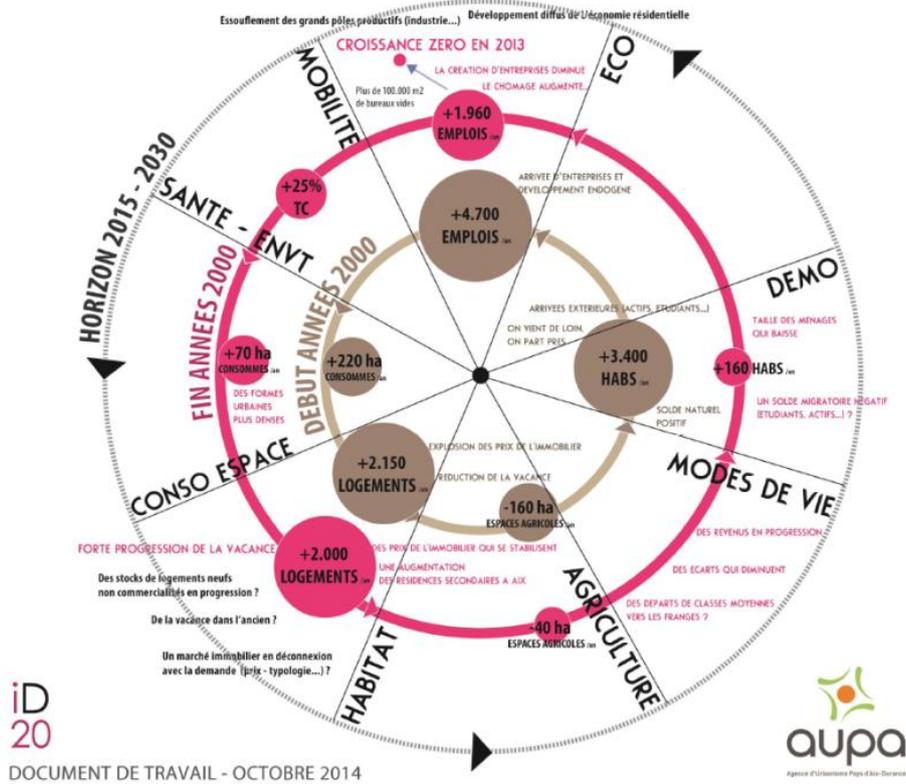


iD
20

- A
- B
- C
- D

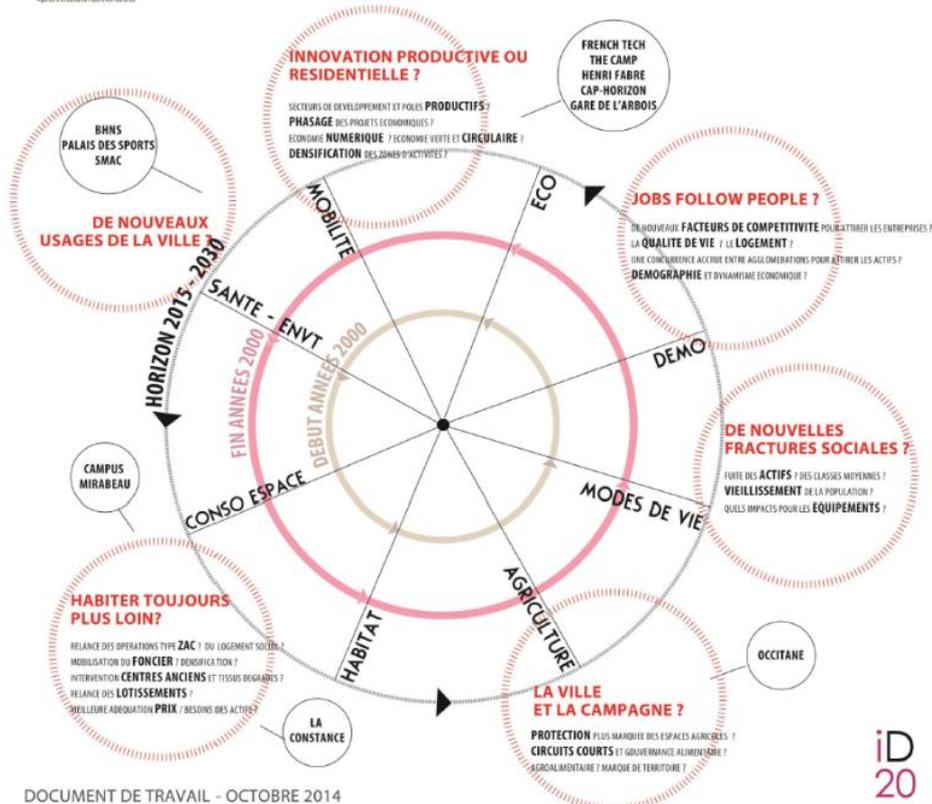


PAYS D'AIX, UN MODE DE DEVELOPPEMENT EN MUTATION ?



PAYS D'AIX, QUELLE CULTURE DU TERRITOIRE ?

QUELS LEVIERS ? QUELLE STRATEGIE DE MARKETING TERRITORIAL ?



Démarche FNAU/ADCF « OBSERV'AGGLO », l'observation en réseau des agglomérations françaises (AGAM)

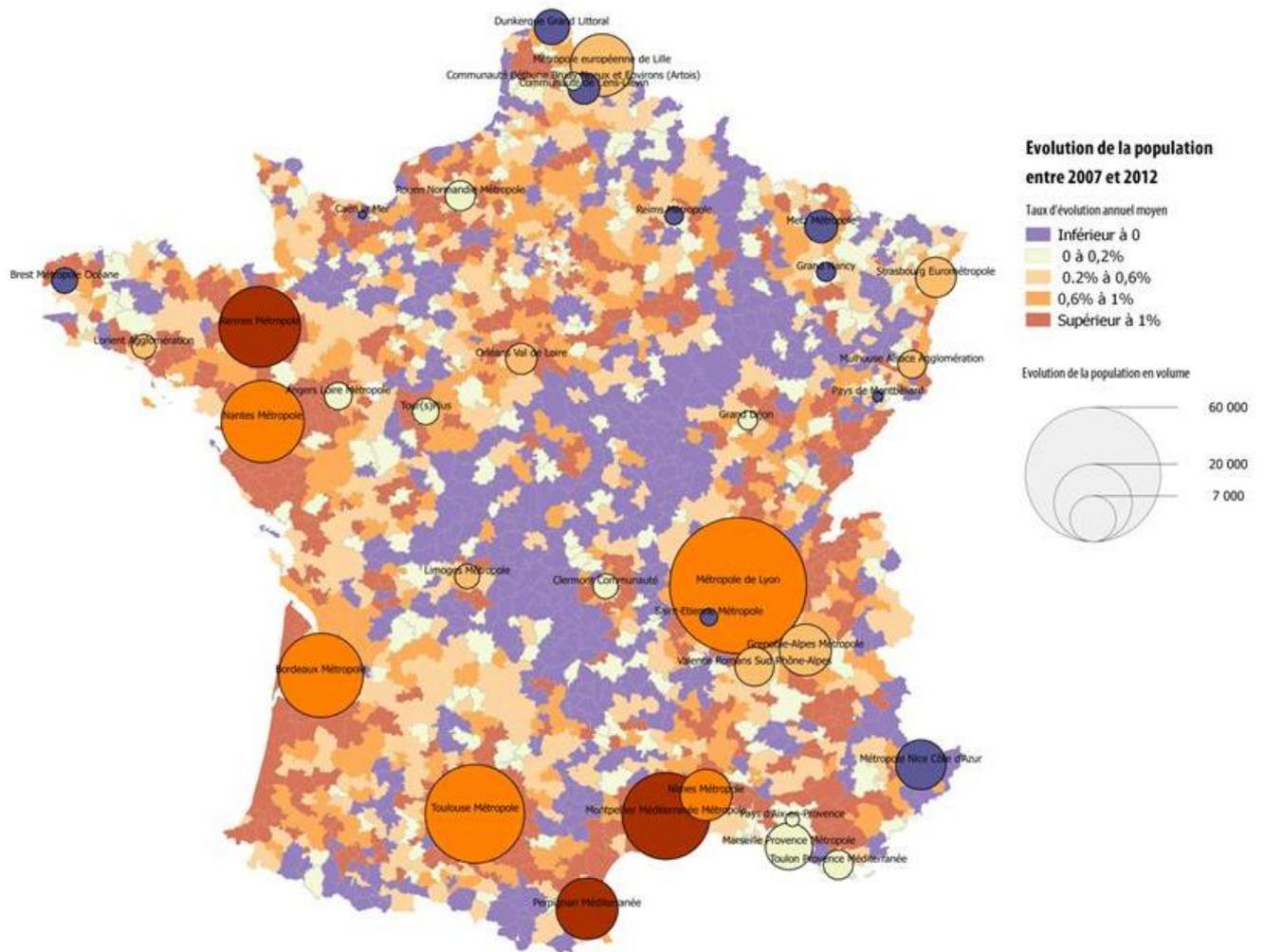
Ces dernières années, plusieurs agences d'urbanisme ont mis en place des « baromètres métropolitains » visant à proposer **des outils d'observation transversale de suivi de l'évolution des territoires**, notamment au regard des principales orientations des projets communautaires. Toutes les agences qui se sont engagées dans ce type de démarche ont procédé à peu près de la même manière en recherchant à **positionner leur agglomération par rapport à un panel d'agglomérations comparables**.

La Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme et l'Association des Communautés de France se sont associées pour mener et piloter **une démarche à l'échelle nationale**. L'objectif est de **fournir aux agglomérations intéressées un outil adaptable à leur territoire**.

Pour ce faire, un groupe de travail associant les techniciens des agences d'urbanisme et des intercommunalités s'est constitué afin de **structurer un panel d'indicateurs** (une quarantaine) permettant de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre sur les territoires urbains.

Au printemps 2016, sera publié un « OBSERV'AGGLO » national des agglomérations comparables régulièrement. Cette première version concernera **35 agglomérations de plus de 200 000 habitants** (Hors Ile-de-France) et quelques agglomérations plus petites qui se sont portées volontaires. **Nice, Toulon, Aix, Marseille et Avignon font partie de ce panel**. Les bases de données créées et les analyses serviront de socle de travail pour élaborer les « cahiers métropolitains » inscrits au programme de travail 2016 de la fiche « aide à l'ingénierie ».

Exemple d'une carte réalisée sur l'évolution de la population entre 2007 et 2012



Source : INSEE, RP 2007 et 2012

Démarche FNAU « SYTERE », les systèmes territoriaux régionaux à l'échelle européenne (AGAM)

A l'automne 2014 a été votée la Loi sur la délimitation des régions fixant des entités plus larges par fusion de plusieurs régions. La loi NOTRe (Nouvelle organisation de la République) réorganise les compétences des régions, intercommunalités et départements. Le dialogue et la coproduction du couple régions/ intercommunalités sera un vecteur majeur des dynamiques territoriales à venir, accompagné par la recomposition des fonctions départementales.

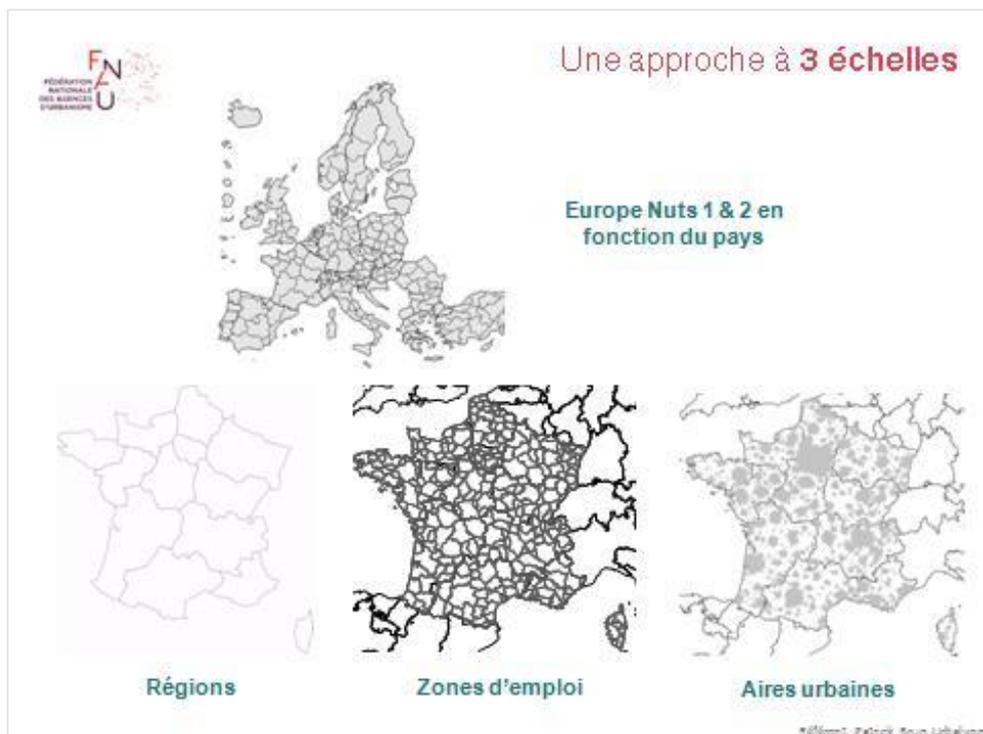
L'objectif de la démarche « SYTERE » est de **produire une mise de fond sur les chiffres clefs des nouvelles régions**, d'**analyser les interdépendances territoriales** (approche par les flux) et d'**apporter des questionnements sur les enjeux d'action publique**.

Les travaux s'articulent autour de **cinq grands thèmes** :

- les ressources biens communs territoriaux, potentialités/ vulnérabilités,
- les écosystèmes territoriaux,
- la société mobile : flux et liens,
- les disparités et les cohésions,
- la coopération et les réseaux.

Les travaux s'inscriront sur **chaque thème à différentes échelles** : enjeux à l'échelle européenne, enjeux interrégionaux (aires urbaines), les enjeux intra-régionaux (entres aires urbaines).

Dans le cadre de la convention Région - Agences d'Urbanisme en 2016, il est convenu de s'approprier la démarche menée à l'échelle nationale – finalisée au printemps 2016 - **en la déclinant au plan régional**.



Source : FNAU

Conclusion

Tous les participants du groupe de travail de la fiche action « Aide à l'ingénierie » s'accordent à dire que les échanges relatifs à l'acculturation ont été très riches en 2015.

Outre les difficultés récurrentes d'accès et de traitement des données, les différentes interventions ont abordé des bases de données incontournables pour l'ingénierie territoriale à travers des exemples parfois originaux d'exploitation de la donnée, mais également pionniers en la matière.

La richesse de ces échanges pourra être approfondie en 2016 avec la poursuite de cette action qui comportera deux volets :

- l'expertise, l'aide à l'ingénierie et la prospective
la facilitation d'accès à la donnée et à l'amélioration de sa diffusion seront poursuivis (A1, A4) et confortés par des actions visant à diffuser les savoir-faire (A2, A3).
- la production de trois documents
un catalogue des données (B1), un cahier métropolitain régional (B2), une production relative à l'indicateur de perte potentielle d'espaces naturels agricoles et forestiers IPPENAF (B3)

Lexique

1767 bis COM = Base de données fiscale sur les logements vacants

ADAAM = Agence de Déplacements et d'Aménagement des Alpes-Maritimes

ADCF = Assemblée Des Communautés de France

ANRU = Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Astrée = Base de données détaillée sur les établissements issue du fichier SIRENE de l'INSEE

AUDAT ou **AU[dat]-Var** = Agence d'Urbanisme De l'Aire Toulonnaise et du Var

AUPA = Agence d'Urbanisme Pays d'Aix – Durance

AURAV = Agence Urbanisme de l'Aire Avignonnaise

BD ADAAM = Base de données réalisée par l'Agence de Déplacements et d'Aménagement des Alpes-Maritimes

CAF = Caisse d'Allocation Familiale

CETE ou **CEREMA** = Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement

CRIGE-PACA = Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur

CSP = Catégorie Socio-Professionnelle

DDT ou **DDTM** = Direction Départementale du Territoire

DGFIP = Direction Générale des Finances Publiques

DIA = Déclarations d'Intention d'Aliéner

DIAF-RP = Données Infracommunales A Façon du Recensement de la Population

Diane = Base de données détaillée sur les entreprises issue des comptes annuels

Diane+ = Base de données économique regroupant les bases de données Diane et Astrée

DREAL = Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DVF = Base de données « Demande de Valeur Foncières »

EPCI = Etablissement Public de Coopération Intercommunale

ETL spatial = logiciel « Outil d'Extraction, Transformation et Chargement »

FANTOIR = Annuaire topographique

FILOCOM = Base de données sur les logements et leur occupation

FNAU = Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme

HLM = Habitation à Loyer Modéré

ID20 = Observatoire des dynamiques territoriales composé de 20 indicateurs de suivi

INSEE = Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

IRIS = Ilots Regroupés pour l'Information Statistique

Loi NOTRe = Loi de Nouvelle Organisation de la République

MAJIC = Base de données « Mise A Jour Informatique du Cadastre »

MOS = Base de données sur le « Mode d'Occupation du Sol »

MOS GE = Mode d'Occupation du Sol Grande Echelle

NPNRU = Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

OBSERV'AGGLO = Observatoire en réseau des agglomérations françaises

Offices et SA HLM = Offices et Sociétés Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré

OPS = Base de données sur l'Occupation du Parc Social

PCI = Base de données vectorielles du cadastre (fichier graphique)

PERVAL = Base des références immobilières du notariat

PIG = Projet d'Intérêt Général

PLH = Programme Local de l'Habitat

PNRQAD = Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés

RG5 = Plateforme de partage des travaux dans le cadre de la Convention Région-5 Agences d'urbanisme

SCOT ou **SCoT** = Schéma de Cohérence Territoriale

SEM = Société d'Economie Mixte

SIRENE = Base de données économique

SRU = Loi sur la Solidarité et de Renouvellement Urbain

SYTERE = Etude « systèmes territoriaux régionaux »

ZAE = Zone d'Aménagement Economique

PROSPECTIVE

Sommaire

Présentation du volet « Prospective »	59
PROSPECTIVE QUANTITATIVE ET DOCUMENTS DE PLANIFICATION	61
LES OUTILS EXISTANTS	62
Les projections démographiques « OMPHALE »	62
Les modèles alternatifs développés par les agences d'urbanisme.....	62
- Exercice prospectif conduit par l'ADAAM et ses partenaires pour construire les scénarii 2020 et 2030 du modèle multimodal azuréen de déplacements	
- Exercice « d'appréhension du futur engagé » conduit par l'AGAM à l'échelle de la métropole Aix-Marseille-Provence et à l'horizon 2020	
CE QUI POURRAIT ETRE ENGAGE	64
DE LA PROSPECTIVE QUANTITATIVE A L'EMERGENCE DE NOUVEAUX MODELES DE DEVELOPPEMENT... DES SIGNAUX FAIBLES A ANTICIPER ?	65
Mutations sociétales et nouvelles pratiques urbaines	65
Vers l'émergence de nouvelles fractures sociales et territoriales ?	65
La gouvernance alimentaire	68
Jobs Follow People ?	68
Armature régionale 2040	68
Conclusion	69

« L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare » - Maurice Blondel, Philosophe

Présentation du volet « Prospective »

La **prospective** est une démarche qui ne consiste pas à prévoir l'avenir mais à élaborer des scénarii possibles sur la base de l'analyse de données disponibles : états des lieux, tendances lourdes, phénomènes émergents, « signaux faibles », ruptures possibles d'un mode de développement.

Depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbain de 2000, les documents de planification (qu'ils soient intercommunaux, métropolitains ou régionaux) doivent intégrer un volet prospectif purement quantitatif. Concrètement, il s'agit d'estimer l'évolution du nombre d'habitants et d'emplois à des horizons lointains (2020, 2030, voire 2040...). Cette obligation de « projections » nécessite de disposer d'outils adéquats et de méthodologies mutualisées et collectivement partagées.

Outre les besoins générés par l'élaboration des Schémas de Cohérence Territoriale, les spécialistes des transports sont aussi demandeurs de projections pour alimenter leurs modèles de déplacements parfois à des échelles très fines. Peu d'organismes, à commencer par les bureaux privés, ont investi le champ de la « projection » à cette échelle.

Au-delà de ces aspects statistiques et « calculatoires », la prospective doit aussi s'appuyer sur des intuitions liées aux « signaux faibles » ou dynamiques émergentes. En l'occurrence, sa fonction première est d'envisager les futurs possibles de phénomènes émergents en mesure de modifier sensiblement le fonctionnement d'un territoire. Il s'agit en particulier de synthétiser les risques et d'offrir des visions (scénarii) temporelles en tant qu'aide à la décision stratégique. Plus précisément, la prise en compte de modes de vie émergents, de mutations sociétales envisageables peuvent renseigner sur d'éventuelles ruptures dans les modèles de développement que nous connaissons. La traduction « spatiale » de ces changements est aussi un exercice particulièrement délicat, mais porteur d'enjeux en matière d'aménagement et de développement des territoires.

Ce chapitre consacré à la prospective aborde, dans un premier temps, la prospective quantitative réalisée dans le cadre des documents de planification. Il présente les outils existants et aborde la question de ce qui pourrait être engagé dans le futur. Par la suite, il évoque les pistes possibles de travail liées aux nouveaux modes de développement et à l'anticipation des « signaux faibles ».

**PROSPECTIVE QUANTITATIVE
ET
DOCUMENTS DE PLANIFICATION**

PROSPECTIVE QUANTITATIVE ET DOCUMENTS DE PLANIFICATION

• LES OUTILS EXISTANTS

LES PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES « OMPHALE »

Depuis 1990, l'INSEE s'est doté d'un modèle de projection appelé « OMPHALE ». En raison du changement de forme du recensement, celui-ci n'est pas aujourd'hui disponible et ne sera à nouveau opérationnel qu'à partir de 2017. Ce modèle permet de réaliser des projections démographiques à moyen et long terme sur tout territoire supra-communal de plus de 50.000 habitants. Il porte sur la population, le nombre d'actifs et le nombre de ménages.

A ce stade, le modèle présente deux limites d'utilisation :

- Le plancher démographique (en rappel 50.000 habitants), justifié pour des raisons de pertinence technique, exclut les projections « fines » (à l'échelle des IRIS) souvent demandées par les spécialistes des transports.

- Le modèle porte sur les actifs et non pas sur les emplois. Pourtant, c'est bien sur l'emploi que se portent les besoins locaux en matière de projections.

OMPHALE propose neuf scénarii prédéfinis. Ils sont basés sur la population (centrale, haute ou basse), fécondité (haute ou basse), espérance de vie (haute ou basse) et migrations (haute ou basse). Le nombre de fichiers fournis dépend du thème (population, ménage ou population active) et du nombre de scénarii.

La limite du modèle réside dans le caractère tendanciel de l'outil qui n'intègre pas les effets de rupture et les inversions de tendance. Tout en soulignant l'incertitude qui affecte ces projections, rien n'interdit de les mobiliser pour disposer de projections de référence. Libre aux agences d'urbanisme de réaliser leurs propres projections tout en se servant du modèle OMPHALE pour disposer d'éléments de référence.

LES « MODELES ALTERNATIFS » DEVELOPPES PAR LES AGENCES D'URBANISME

Comme mentionné dans le chapitre précédent, les agences d'urbanisme sont sollicitées par leurs administrateurs pour réaliser des exercices de prospective visant à nourrir des modèles de déplacements ou à élaborer des scénarii d'évolution de la population et de l'emploi dans le cadre des documents de planification comme les SCOT. Sont présentés ci-après deux démarches de projections menées par l'ADAAM et par l'AGAM.

⇒ **Exercice de prospective conduit par l'ADAAM et ses partenaires pour construire les scénarii 2020 et 2030 du modèle multimodal azuréen de déplacements.**

Une première version du modèle élaboré par l'ADAAM avait été élaborée pour la période 1999-2000. Celui-ci a été refondu entre 2011 et 2013 une fois disponible les données de l'Enquête Ménages Déplacements (EMD).

L'ADAAM, administrateur et maître d'ouvrage, a travaillé en coopération avec ses partenaires pour établir le cahier des charges du marché avec un bureau d'étude et l'accompagner dans le suivi et l'amélioration de cet outil. Le territoire de projection concerne le département des Alpes-Maritimes et Monaco. Il comprend 885 zones fines (les IRIS) regroupées en 17 macro-zones. Les horizons de projection sont les années 2020 et 2030 avec 2009 comme année de référence. Le modèle s'appuie sur 13 variables « population » et 11 variables « attractivité ».

Pour construire les scénarii 2020 et 2030 et permettre au modèle de calculer les flux de déplacements et l'usage des modes, l'Adaam et ses membres ont travaillé sur de nouvelles hypothèses socio-économiques à ces horizons en matière d'habitants, d'emplois, d'effectifs scolaires et de surfaces commerciales. Ce travail collaboratif s'est notamment appuyé sur les projections OMPHALE de l'INSEE (scénario central et hypothèse haute), les projections liées au modèle régional RFF et celles retenues dans les documents d'urbanisme comme les SCOT et les PLH. Enfin, il a intégré les projets de développement local (prise en compte de 80 projets) suite à cinq réunions territoriales qui ont eu lieu avec les différents acteurs du périmètre (CASA, NCA..). Pour définir les scénarii, la démarche s'est appuyée sur un travail itératif entre l'ADAAM et les partenaires impliqués du modèle multimodal (le bureau d'études mandaté précisant ces objectifs au niveau plus fin). In fine, il a été décidé globalement de caler les projections 2009-20 et 2020-30 pour l'ensemble des Alpes-Maritimes à partir de l'hypothèse « migration haute » de l'INSEE tout en répartissant différemment la croissance dans les macro-zones en fonction de leur dynamique constatée et des projets envisagés.

Cette démarche partagée, au plus près du terrain et concrète, a permis de bien positionner les scénarii 2020 (8/10 ans) voire 2030 ; elle est moins adaptée, selon l'Adaam et les partenaires, pour de la prospective plus lointaine.

⇒ **Exercice « d'appréhension du futur engagé » conduit par l'AGAM à l'échelle de la métropole Aix-Marseille-Provence et à l'horizon 2020**

Dans la perspective de la création de la métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, l'AGAM s'est engagée dans un exercice prospectif d'estimation de la population et des emplois aux horizons 2020 et 2030. Cette démarche se déroule en deux étapes : projections à l'horizon 2020 ici présentées et les projections à l'horizon 2030 qui restent à réaliser.

L'exercice a été réalisé à l'échelle communale pour chacune des 92 communes puis regroupé à l'échelle des cinq territoires « SCOT » du territoire métropolitain. La démarche correspond plus à un exercice d'appréhension du futur engagé à travers les documents de planification et les projets qu'à un véritable exercice de projection ou de prévision. Il a pour vocation première d'interroger les projets et les stratégies de développement de la métropole après 2020.

Pour ce qui concerne le volet « habitants », le modèle a d'abord estimé le nombre de résidences supplémentaires entre 2010 et 2020. Pour ce faire, il s'est appuyé sur le nombre de logements à produire au regard des différents PLH et des hypothèses de renouvellement du parc de logements. En raison des différences de temporalité des PLH, des extrapolations ont été réalisées pour prolonger les objectifs jusqu'en

2020. Deux scénarii ont été établis (un haut et un bas) à partir des hypothèses de réalisation des objectifs PLH et des taux de renouvellement.

Une fois le nombre de résidences supplémentaires estimé en 2020, le nombre d'habitants a été obtenu en multipliant le nombre de résidences principales par la taille des ménages estimée en 2020. Pour les emplois, la méthode est similaire. Elle s'est appuyée d'une part sur les projets économiques identifiés et d'autre part sur l'application d'un taux d'emplois présents pour chaque habitant supplémentaire.

Pour ce qui concerne les habitants, la mise en rapport des deux projections réalisées avec celles de l'INSEE montre que le scénario « haut » dépasse largement l'hypothèse la plus haute de OMPHALE et, de fait, la rend peu crédible. Quant au scénario « bas », il correspond au scénario central d'OMPHALE.

• CE QUI POURRAIT ÊTRE ENGAGÉ

Comme évoqué précédemment, la réalisation de documents de planification pourrait être l'occasion d'élaborer un véritable exercice de prospective quantitative de niveau régional. Celui-ci permettrait de mieux quantifier les besoins en logements, équipements, commerces, services... au regard des grandes tendances démographiques envisagées.

PROSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES REGIONALES 2040

Il faudra attendre 2017 pour disposer à nouveau des projections « OMPHALE » aux horizons 2030 et 2040. Dès lors, des projections de population et de ménages pourront être réalisées à l'échelle régionale et déclinées pour des territoires infrarégionaux.

D'ici là et à titre d'exercice, des projections pourraient être réalisées en 2016 sur certains territoires en s'inspirant des modèles développés par les agences d'urbanisme s'appuyant sur la prise en compte des nouvelles tendances démographiques 2007-2012 et les grands projets en cours ou à venir...

Pour ce qui concerne les nouvelles tendances démographiques, l'exploitation du fichier « RSL » (Répertoire Statistique des Logements) fournit des données sur les flux migratoires récents (2012-14) et sur les caractéristiques des migrants. Il s'agira de voir si ces nouvelles données sur les migrations résidentielles peuvent être extrapolées et si elles peuvent apporter des informations précieuses pour l'exercice prospectif.

Par ailleurs, d'autres champs peuvent être explorés et fournir des éléments de cadrage comme :

- l'estimation du « point mort » qui correspond à une « croissance zéro » et qui est déterminé à partir de l'évolution de la taille des ménages, du taux d'occupation du parc de logements (part des résidences principales) et du taux de renouvellement du parc.
- la prise en compte des nouveaux phénomènes d'occupation des logements comme la colocation,
- le poids et l'impact du vieillissement de la population en termes de besoins en logements, services, équipements... etc.

Enfin, l'exercice de comparaison entre les objectifs de développement des SCOT (objectifs démographiques cumulés de tous les SCOT existants à l'échelle régionale) et des objectifs régionaux peut également apporter des éclairages intéressants en termes de prospective.

**DE LA PROSPECTIVE QUANTITATIVE
A L'EMERGENCE DE NOUVEAUX
MODELES DE DEVELOPPEMENT ...
DES « SIGNAUX FAIBLES »
A ANTICIPER**

DE LA PROSPECTIVE QUANTITATIVE A L'EMERGENCE DE NOUVEAUX MODELES DE DEVELOPPEMENT ... DES SIGNAUX FAIBLES A ANTICIPER ?

En la matière, tout reste à faire. Plusieurs sujets méritent une attention particulière :

LES MUTATIONS SOCIETALES ET LES NOUVELLES PRATIQUES URBAINES

Il s'agit d'évaluer les impacts des grandes évolutions sociétales et démographiques sur la « fabrication » de la ville et sur sa pratique. Sans prétendre à l'exhaustivité, le travail à réaliser peut consister à apporter des éléments de réponse aux questions suivantes :

- Quels seront demain les besoins des ménages en termes de logements (habitat collaboratif, mixité générationnelle...) ?
- Dans quelle mesure la révolution du vieillissement de la population va-t-elle impacter les besoins en logements, en équipements, en services (de la lutte des classes à la lutte des âges ?)
- Peut-on mesurer l'impact des nouvelles façons de consommer (e-commerce...) et de travailler (nouveaux modèles économiques) ? Zoom sur le numérique et « l'ubérisation (*) » de la société.

(*) Néologisme désignant l'économie du partage et/ou des services traditionnellement assurés par des entreprises et réalisés par des particuliers à des prix cassés.

L'EMERGENCE DE NOUVELLES FRACTURES SOCIALES ET TERRITORIALES

A l'échelle nationale, la géographie sociale semble évoluer (« Atlas des nouvelles fractures sociales en France », Christophe Guilluy et Christophe Nové, 2006 et « les Fractures françaises », Christophe Guilluy, 2010). Au-delà de la paupérisation de certaines « cités », l'émergence d'une « France périphérique » interroge sur les phénomènes de relégation aux marges (de plus en plus éloignées) des grandes villes. Demain, la France pavillonnaire et périurbaine qui connaît un très fort développement démographique et accueille notamment des classes populaires et intermédiaires pourrait-elle entrer dans un processus de précarisation ?

Ces dynamiques sociales nouvelles questionnent sur le « vivre ensemble » et interrogent sur la place des classes moyennes dans les métropoles ? Quelles conséquences en matière de compétitivité économique notamment ? Plus généralement cela pose la question de la place et du rôle des territoires périurbains de PACA à l'horizon 2040 ?

LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE

Quel pourrait être le rôle de l'agriculture dans 30 ans ? Sera-t-elle en mesure de nourrir la population régionale ? Le réchauffement climatique, la crise énergétique et économique peuvent-ils modifier la demande (plus de « local », de circuits-courts, de qualité – type « Bio »...) ?

Mais, vers quel modèle se tourner ? Vers une agriculture de « proximité », nourricière et à haute qualité environnementale ou plutôt vers agriculture « productiviste » à hauts rendements et à haute valeur économique (exportation...) ? Ces deux modèles sont-ils concurrents ou complémentaires ?

LE « JOBS FOLLOW PEOPLE »

Selon la DATAR (Francis Aubert, « Et si les choix résidentiels des ménages s'émançaient des contraintes de localisation liées à l'emploi...? », N°1 - Territoires 2040, DATAR, premières controverses prospectives), le lien historique qui unit la localisation des ménages à celle des emplois évolue. Après des décennies où les ménages suivaient les implantations d'entreprises (l'exemple de l'industrialisation des rives de l'étang de Berre en est une illustration), les mécanismes changent. Désormais, les stratégies résidentielles des ménages, sensibles au cadre de vie, deviendraient prépondérantes et commanderaient celles des emplois. La croissance démographique serait synonyme de croissance économique, notamment en termes d'emplois présents mais aussi en termes d'emplois productifs et de transferts d'établissements...

L'ARMATURE REGIONALE 2040

Au-delà des aspects purement quantitatifs (combien d'habitants, d'emplois et de logements supplémentaires ?) ou qualitatifs (quels impacts des évolutions « sociétales » ?), l'approche territoriale est un passage obligé de tout exercice de prospective. Dans le cadre de l'élaboration de documents de planification, une réflexion pourrait donc être engagée sur l'armature urbaine et territoriale projetée à l'horizon 2040 (territorialisation des objectifs et des enjeux de développement), notamment dans les trois grands sous-territoires qui composent la région (La frange littorale, la « bande périurbaine », l'arrière-pays).

Conclusion

La prospective ne modifie pas le futur, elle se base sur le passé et le présent pour entrevoir le futur. Parmi les missions confiées aux agences, c'est assurément celle qui est la plus associée aux fonctions historiques et emblématiques de ce type de structure.

Ce document tend à rappeler que les **projections démographiques** sont, malgré les réserves inhérentes à ce type d'exercice et les précautions d'usage, indispensables pour donner des caps aux documents de planification. Les difficultés à « projeter » sont nombreuses et c'est pourquoi la mutualisation de données et des savoir-faire est particulièrement prégnante en la matière.

Ce document est à considérer comme un exercice « d'alerte » visant à révéler l'intérêt, les enjeux mais aussi les limites d'une démarche de prospective qui pourrait être engagée en 2016 dans le cadre de la convention. En effet, la plus-value des agences réside dans leur capacité à mobiliser et analyser des données, sur la base de méthodes « innovantes ». Il s'agira de mieux comprendre et « d'expertiser » des problématiques nouvelles et des phénomènes émergents. Bien évidemment, il ne s'agira pas d'analyser l'ensemble des thèmes évoqués dans ce document, mais plutôt « d'expertiser » des phénomènes émergents, sur la base de sujets et problématiques nouvelles qui seront à déterminer.

BASE de DONNEES

Sommaire

Présentation du volet « Base de données »	75
BASE DE DONNEES	77
Les moyens dédiés	
Les difficultés de traitement	
Les pistes d'amélioration	
ANNEXES – EXPLOITATION DES QUESTIONNAIRES	83
1. AURAV	
2. AGAM	
3. AUPA	
4. ADAAM	
5. AUDAT	
6. REGION / SAS	

Présentation du volet « Base de données »

Dans le cadre du partenariat entre la Région et les Agences d'urbanisme, et plus spécifiquement de la fiche « Aide à l'ingénierie », la Région a souhaité, en 2015, qu'une réflexion soit menée sur « l'accessibilité, le traitement, le partage des données statistiques et géographiques, en termes d'accès, de coût (PERVAL), de conventionnement (DVF, FILOCOM), de traitement et de compréhension de celles-ci et leur ouverture en OD (open data) ».

Cette note, fondée sur un questionnaire adressé aux agences d'urbanisme et au Service d'Analyses Spatiales de la Région, s'inscrit dans le cadre de cette réflexion.

L'observation territoriale fait partie des cœurs de métier des agences d'urbanisme. Elles déploient ainsi des analyses statistiques fournies, fondées sur des bases de données diversifiées en termes de : producteurs, thématiques, d'accessibilité, etc.

L'objectif de cette note n'est pas de lister l'ensemble des bases de données mobilisées par les 5 agences d'urbanisme de PACA. Au-delà de sa difficulté, un tel exercice n'aurait vraisemblablement que peu d'intérêt. Il conduirait à dresser une liste dont la plupart des éléments sont largement connus et accessibles (à commencer par le recensement de la population produit par l'Insee).

L'angle privilégié ici est stratégique : quelles sont les bases de données que les Agences identifient comme à la fois les plus indispensables et ayant un potentiel important ? Et comment faire en sorte que les difficultés éventuelles entourant le traitement des données en général soient levées ?

Sans prétendre répondre de manière exhaustive à ces questions, cette note vise à y contribuer et à alimenter les débats à venir pour 2016, dans le cadre de la fiche « Aide à l'ingénierie ».

Les réponses au questionnaire sur lesquelles cette note s'appuie se trouvent en annexe de cette note.

BASE DE DONNEES

Les moyens dédiés
Les difficultés de traitement
Les pistes d'amélioration

1. Les moyens des agences dédiés au traitement des données

4 agences sur 5 disposent de personnes dédiées à l'administration des données et à la géomatique, même lorsque celles-ci n'occupent pas 100 % de leur temps à cette activité. Souvent, la même personne administre la donnée et œuvre en tant que géomaticien(ne). Dans la plupart des cas, la manipulation des bases et des outils liés est également le fait des autres personnels des Agences, chargés d'études, qui produisent leurs propres analyses.

Seule une agence déclare un statisticien dédié (à temps partiel). Ce sont les chargés d'études qui, sur leurs thématiques respectives, produisent des analyses.

Cette tâche est d'autant plus compliquée que les Agences travaillent avec des logiciels libres et payants, qui font doublon. Les logiciels libres, dont la qualité a progressé, restent insuffisants pour traiter l'ensemble des données. Le recours à ArcGis ou Mapinfo, parallèlement à QGIS, est symptomatique. On peut aussi faire ce constat pour les traitements statistiques. Mais dans ce domaine, on notera une plus grande diversité des pratiques : les Agences déclarent utiliser Spad, Excel, « R », Stata, FME, Multibase.

Inversement, en matière d'infographie, la suite Adobe semble disposer d'une certaine hégémonie. Même si les changements de tarifs (abonnement au mois et dématérialisation complète du logiciel logé dans un cloud) poseront visiblement la question de la substituabilité de cette suite dans les mois à venir.

2. Les difficultés de traitement

Il n'est pas question de s'acharner dans une quête de la perfection des bases de données. Chacune a ses limites, propres à ses modes de constitution, aux objectifs qu'on lui assigne ou encore à l'illusoire exhaustivité des recensements et/ou enquêtes.

On notera toutefois qu'à l'ère de l'open (et du big) data, un certain nombre de bases de données centrales pour l'observation territoriale se dégradent (sans que des solutions de substitution ne soient nécessairement apportées). C'est le cas, au regard des réponses au questionnaire, de bases essentielles telles que Sitadel (permis de construire), des bases sur le commerce ou, encore plus inquiétant, du Recensement de la population.

Quelle que soit la thématique abordée (logement, activités, foncier, marchés, etc.) on peut repérer au moins deux grands types de difficultés dans la mobilisation des bases de données : celles renvoyant à l'ergonomie des bases et celles renvoyant à leur qualité.

Dans la première catégorie, l'ergonomie, on retrouve :

- Les problèmes d'accès à la donnée (Filocom par exemple), liés en général à des enjeux de confidentialité (en particulier pour les données d'origine fiscale) ;
- Ils vont souvent de pair avec une manipulation peu aisée (DVF notamment) : la mise en place de protocoles et/ou l'utilisation de logiciels spécifiques est nécessaire pour des traitements à grande échelle ;

- La problématique du coût des données est également évoquée pour des bases telles que Perval ou les données produites par l'OIP ou le bureau d'études Adéquation (on notera qu'une grande partie des données produites par Adéquation pourraient l'être par les services publics, sous réserve d'une fiabilisation et d'une ouverture de l'ECLN, l'EPTB et de Sitadel).
- Les Agences produisent des analyses à différentes échelles, du département à l'infracommunal. Cette question de la maille d'analyse se pose de deux manières : dès lors que l'on observe des phénomènes qui ne cadrent pas avec des découpages administratifs conventionnels : aires urbaines sortant du territoire traditionnel de compétence d'une Agence par exemple. Et à l'échelle infracommunale : au-delà de la secrétisation, les découpages tels que la section cadastrale ou l'IRIS ne sont pas toujours satisfaisants. Les données carroyées paraissent, à ce titre, intéressantes même si elles ne résolvent pas tous les problèmes.

Dans la seconde catégorie, qui renvoie à la qualité des données, on peut distinguer trois enjeux :

- La mise à disposition de données brutes. Pour des raisons de confidentialité, la donnée fournie est parfois secrétisée (cette difficulté va souvent de pair avec celle de l'accès à la donnée, mais pas toujours). On pense à Filocom, à des versions agrégées de DVF (telles que celles mises à disposition par la Région) ou encore à l'Enquête sur les prix des terrains à bâtir, qui sont secrétisées a minima via un seuil de 11 individus (une double secrétisation est parfois appliquée, pour éviter toute reconstitution de l'information d'origine). A une échelle fine, la secrétisation interdit la mobilisation de certaines sources essentielles.
- La fiabilisation des bases. Certaines sont peu fiables (ICODE) ou ont tendance à se dégrader dans le temps (Sitadel, RP), ce qui est encore plus inquiétant. Cela se manifeste de deux façons : mauvais renseignement des bases (logements commencés dans Sitadel par exemple) ou champs, autrefois renseignés, oubliés (Sitadel).

Le suivi dans le temps. Les changements de méthode ou de champs des bases (revenus fiscaux, Sirene), voire leur abandon temporaire (EPTB), conduisent à des ruptures d'historiques, ce qui limite la profondeur de certaines analyses. La pérennité des bases et le fait d'assurer que, même en cas de changement, des correspondances permettent de calculer des évolutions sont importants.

Pour pallier les limites des données accessibles, les 5 agences produisent des bases de données ad hoc et/ou des enquêtes spécifiques. C'est particulièrement le cas sur la thématique du logement (Permis de construire - Agam et logement social - Adaam), mais cela concerne aussi les activités économiques (zones d'activités à l'Aupa ou l'Aurav, emploi - Audat), ou les étudiants par exemple.

3. les pistes d'amélioration

Les réponses au questionnaire permettent de proposer deux sources d'amélioration transversales aux problèmes soulevés.

3.1. *Facilité l'accès aux données en privilégiant le conventionnement et en favorisant les achats mutualisés (pour les données avec accès payant).*

L'idéal serait bien sûr que les Agences soient considérées comme des ayant-droits des données au même titre que les collectivités (ICODE, Filocom, etc.). Et de fait, le lobbying de la Fnau auprès du législateur a abouti récemment à l'ouverture de la donnée DVF aux Agences, qui ne sont plus obligées de passer par des conventions mais peuvent disposer de la données brute.

En attendant, on notera que le recours à des conventions (avec les collectivités) permet l'accès à certaines données. Le conventionnement avec le Crige permet de disposer de Majic sur l'aire de compétence des Agences. L'enjeu est de développer des conventionnements simples, pour éviter la perte de temps dans des procédures administratives.

Sans abandonner la recherche d'un accès direct aux données, la diffusion systématique d'un pack de données de base aux Agences, par les services de l'Etat notamment, pourrait constituer une avancée substantielle en la matière. C'est également via des conventions partenariales renforcées que pourrait être facilité l'accès à des données payantes : Perval, Diane, etc.

3.2. *Favoriser le partage de méthodes et les retours d'expérience.*

Les Agences soulignent l'intérêt de prolonger la démarche d'échange initiée dans le cadre de la fiche « Aide à l'ingénierie » en 2015. Celle-ci a permis de partager des méthodes (cf. livrable « Acculturation ») et donc de produire des cadres d'analyse. Le partage de méthodes permet donc d'optimiser le niveau d'expertise des agences dans la valorisation des données.

Face à la multiplicité des solutions adoptées par les Agences pour traiter les données (on pense notamment aux observatoires ad hoc), l'enjeu est de se doter d'un bon niveau d'homogénéité, sans que cela nuise à la précision des analyses. L'expérience des Modes d'occupation des sols, dont une partie bénéficie aujourd'hui d'une nomenclature unifiée, est à ce titre intéressante. Les partenariats engagés avec l'Insee, autour de l'analyse de sources nouvelles (RSL), existent et demandent à être pérennisés. Le partenariat avec la Dreal, engagé dans le cadre du partenariat Région/Agence, a permis de débloquent, ponctuellement pour l'instant, un accès à la donnée Filocom (commande particulière dans le cadre de la Fiche P.3).

Les retours d'expérience permettent également de montrer aux producteurs et aux fournisseurs de données (par exemple la DREAL) comment sont utilisées leurs données, leur signaler les difficultés d'exploitation (secrétisation par exemple), leur proposer des modes d'exploitation « partagés » (exemple sélection de variables FILOCOM dans le cadre de la fiche centres anciens) ou d'indicateurs. Ainsi, des solutions techniques à la secrétisation ont pu être évoquées.

En proposant une valeur approchée sur l'ensemble de la base concernée, plutôt que de proposer parfois des données exactes qui impliquent des secrétisations via des intervalles très larges par ailleurs, les données fournies auraient le mérite d'être stables et de permettre des comparaisons. Bien souvent, ce sont les tendances davantage que la mesure exacte des phénomènes qui importent.

Conclusion

Les besoins en termes d'accessibilité, de traitement et de partage des données statistiques sont primordiaux pour permettre le développement et la pérennité d'une connaissance actualisée et fine des dynamiques territoriales.

Il importe ainsi de prolonger, en 2016, les discussions visant à faciliter l'accès aux données (dont certaines ont été ciblées dans cette note), notamment via des conventionnements, et de tendre à un accès systématique à un ensemble de données jugées fondamentales. Cet ensemble étant lui-même amené à évoluer dans le temps, en fonction d'enjeux évolutifs par nature. D'où l'importance de pérenniser dans le temps les lieux et groupes de discussion autour de ces questions d'accès aux données.

**ANNEXES
EXPLOITATION
DES QUESTIONNAIRES**

Annexe 1 -AURAV

Annexe 2- AGAM

Annexe 3 -AUPA

Annexe 4- ADAAM

Annexe 5- AUDAT

Annexe 6 -REGION/SAS

1. Moyens

- Rappel des effectifs de l'agence : 13
- Disposez-vous d'un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? OUI
- Disposez-vous d'un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? OUI
(la même que administrateur de données)
- Disposez-vous d'un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? NON
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) :
en matière de SIG ? OUI, partiellement (recours à ArcGIS nécessaire ponctuellement, car QGIS insuffisant)
 - ✓ en matière de SGBD ? NON
 - ✓ en matière d'infographie ? NON
(malgré difficulté à venir en raison du changement de licence suite Adobe)
 - ✓ en matière d'analyse de données ? NON
(possibilité à termes de passer sur « R » avec modules spécifiques)

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l'objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant /gratuit	Commentaires
Enquête sur le prix des terrains à bâtir	SOeS	Marchés fonciers et immo	Payant	Seule base de données permettant de sortir des charges foncières. Donnée agrégée, avec limite liée à secrétisation. Rupture de série entre 1996 et 2006.
ICODE	Direction générale des entreprises	Commerce	Gratuit	Base qui prend en partie la suite des bases autrefois réalisées par la DGCCRF (jusque 2008) sur les commerces. Accessible aux élus et CCI, pas aux Agences. Cette base ne serait pas très fiable pour l'instant. Mais potentiel intéressant face aux limites des bases actuelles (LSA, Sirene, etc.)

Majic	DGFIP	Foncier	Gratuit (convention Crige)	Complexe à manipuler. Mais permet de travailler sur les dynamiques d'urbanisation, les potentiels et la dureté du foncier.
-------	-------	---------	----------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

BD	Producteur	Thématique	Payant / gratuit	Commentaires
SIRENE	INSEE	Activités	Payant	Donnée indispensable, mais champs incomplets ou imprécis (surfaces) + changement récent du champ d'analyse pose des difficultés de comparaison dans le temps (prise en compte des SCI dans la dernière livraison)
SITADEL	Soes	Logement	Gratuit	Problèmes de fiabilité connus. En plus, il faudrait pouvoir de nouveau disposer systématiquement des champs sur les surfaces des terrains + le type d'opération dans lequel s'inscrit le PC : en procédure (lotissement, ZAC, AFU) ou hors procédure. Info dispo jusqu'au milieu des années 2000. Important pour les mesures de consommation d'espace notamment/modes d'urbanisation.
Recensement de la population	INSEE	Multi (pop, pcs, etc.)	Gratuit	Doutes sur la fiabilité des recensements (liée à la méthode fondée sur échantillon annuel sur + 10 000 habts ?). + pb de la mesure des migrations résidentielles qui n'existe plus.

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.) ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
Déclarations d'Intention d'Aliéner (zone urbaine)	Communes + intercos	Marchés fonciers et immo	Gratuit	Donnée suivie dans un objectif opérationnel par les collectivités (logiciel ADS), nécessité de retravailler les modes de saisie et de normer dans le cadre de suivi de PLH par exemple
PC	Communes + intercos	Logement/immo bilier	Gratuit	Donnée suivie dans un objectif opérationnel par les collectivités (logiciel ADS), nécessité de retravailler les modes de saisie et de normer dans le cadre de suivi de PLH par exemple

3. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?

SCoT, Communautés, aire urbaine et département, delta, Infracommunal.

- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Mise à disposition de données spécifiques via conventions cadres comme celles que propose le CRIGE par exemple.

Proposition de normes d'organisation et de traitement : organiser des groupes de travail experts à l'échelle de la Région pour produire ces cadres d'analyse (segmentation des marchés, nomenclatures d'activités (commerce par exemple), etc.) pour que les analyses produites localement soient comparables.

Production d'analyses servant de cadre référentiel : sur des thématiques précises (pas de sujet globaux type « l'économie ») produire des analyses fines des mécanismes en jeu (pas besoin de davantage données stats générales de cadrage) pour permettre une mise en perspective des logiques locales.

1. Moyens

- Rappel des effectifs de l'agence : 65
- Disposez-vous d'un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? OUI
- Disposez-vous d'un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? 4
géomaticiens dont l'administrateur du SIG et un géomaticien affecté à un autre pôle et uniquement dédié au suivi du PLUI.
- Disposez-vous d'un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? OUI
(à temps partiel , 26 heures/semaine)
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) : en matière de SIG ? Le passage de MAPINFO à QGIS a permis de réaliser d'importantes économies en matière de licence. Mais le recours à des logiciels payants est inévitable notamment pour traiter le cadastre, la géolocalisation, le requetage (FME) ou les besoins liés au websig.
 - ✓ en matière de SGBD ? NON
 - ✓ en matière d'infographie ? NON

Chaque graphiste est équipé d'un « Pack Créative » (Pack CS) comprenant une dizaine de logiciels dont Indesign, illustrator, Photoshop. Côté : 60 €/mois pour chaque pack.

 - ✓ en matière d'analyse de données ? Malgré la présence d'une statisticienne, les besoins sont supérieurs à notre potentiel. Par ailleurs, l'utilisation du logiciel en libre accès « R » atteint ses limites et nous réfléchissons à l'acquisition d'un logiciel polyvalent (FME) pour améliorer le niveau d'équipement aussi bien pour les besoins en matière de SIG que de statistiques.

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l'objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
FILOCOM	DGFIP	Caractéristiques des logements et de leur occupation	Payant et compliqué	Base de données fondamentale à l'échelle communale pour pallier les flous liés aux données sur les logements issues du recensement. Grand intérêt également à l'infra communal pour le suivi des politiques d'habitat et de politique de la ville. Pour disposer des données, il faut s'adresser au CEREMA Nord Picardie de préférence via la DREAL. La démarche menée dans le cadre de la fiche A et qui s'est concrétisée par la mise à disposition d'une partie des données est à conforter et à pérenniser.
DVF	DGFIP	Suivi du marché immobilier	Gratuit	Nouvelle base de données dont l'utilisation n'est pas encore stabilisée. Un modèle unique d'exploitation est en cours. Le CEREMA en a développé un pour le compte de la Région et constitue déjà une base de travail intéressante. La question de sa mise à jour reste en suspens. L'AGAM a développé son propre modèle et l'utilise pour ses besoins internes.
RSL (Réper-	INSEE	Migrations ré-	Payant et mise à	Depuis 2008, les don-

toire Statistique sur les logements)		sidentielles	disposition dans le cadre d'un partenariat avec l'INSEE	nées sur les migrations résidentielles ne sont plus disponibles. Elles le seront à nouveau à partir de l'automne 2016. Dans l'attente l'AUPA et l'AGAM ont signé une convention avec l'INSEE pour expérimenter son utilisation et son potentiel. Les résultats seront disponibles au printemps 2016
--------------------------------------	--	--------------	---------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
SIRENE	INSEE	Activités	Payant	Même constat que l'AURAV. A noter aussi que le fichier n'est pas bien mis à jour (oui pour les créations, non pour les suppressions) d'où une présence non négligeable dans le fichier d'établissements qui n'existent plus.

Recensement de la population	INSEE	Multithématiques	Gratuit	Depuis la mise en place du nouveau recensement et notamment la diffusion annuelle d'une population légale, l'interprétation des évolutions devient problématique, celles-ci pouvant varier considérablement d'une année sur l'autre en termes de cycles (par exemple évolution 2012-2007 comparée à 2011-06). Par ailleurs, de plus en plus, le recensement ne présente d'intérêt que pour décrire la population (l'intérêt pour l'emploi et le logement est soumis à réflexion).
CADASTRE Données MAJIC	DGFIP	Foncier	Gratuit	Complexité de traitement et surtout manque de lisibilité sur le procès de mise à jour du cadastre.

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.) ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
<p>Enquête sur les réalisations des logements.</p> <p>Menée sur Marseille depuis 1993,</p> <p>Sur MPM depuis 2010.</p>	<p>AGAM</p>	<p>Suivi de la construction neuve</p>	<p>Gratuit</p>	<p>Constat : Dispositif SITADEL non efficient pour connaître les logements réalisés (oui pour les autorisés, plus ou moins oui pour les logements commencés et non pour les logements terminés). Il suffirait que l'Etat rendre obligatoire la déclaration d'Achèvement et de conformité des travaux (DACT) pour que le problème soit résolu.</p> <p>Enquête terrain pour Marseille (programme de 3 logements et +) et en partenariat avec les communes à l'échelle de MPM.</p> <p>Fichier initial de travail : listing des autorisations de construire de la DREAL.. Enquête lourde mais qui présente l'intérêt de produire un chiffre de construction plus proche de la réalité et partagé avec les collectivités.</p>

Suivi de l'emploi à l'échelle infra communal	URSSAF	Emploi	Gratuit	<p>Constat : l'INSEE a abandonné depuis 2009 la diffusion du nombre d'emplois à l'échelle de l'IRIS. L'AGAM avait une convention avec l'URSSAF de mise à disposition de données à l'établissement. Cette convention permettait (avec en parallèle une enquête sur l'emploi public) de pouvoir réaliser des estimations d'emplois sur des secteurs stratégiques ou opérationnels (ZFU, OIN..). malheureusement, l'URSSAF a dénoncé la convention et ne fournit plus ces données à l'établissement.</p>
Enquêtes spécifiques	AGAM et partenaires	Multithématiques	Gratuit mais avec un cout de réalisation.	<p>Dans les situations où l'information n'est pas disponible sur une problématique ; l'AGAM a recours à des enquêtes « ad hoc ». Ainsi, elle réalise une enquête permanente sur les intentions de séjour (avec l'office du tourisme) et a réalisé des enquêtes sur la fréquentation des piscines (avec la Ville de Marseille), sur les conditions de vie et d'études des étudiants (partenariat avec AMU, CROUS..), les salariés et les résidents d'Euroméditerranée (avec OIN) . etc. Ces enquêtes supposent la mise en place d'une logistique appropriée et sont pour la plupart réalisées à partir d'un logiciel d'enquête en ligne (Limesurvey, en libre accès). Elles apportent souvent une information inédite et une plus value certaine dans l'approche de certaines problématiques (emploi, pratiques de déplacements, de fréquentation...)</p>

3. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?
 1. Echelle métropolitaine : une échelle qui va prendre une place prépondérante à partir de la mise en place de la métropole au 1^{er} janvier 2016,
 2. Echelle des conseils de territoire : remplace l'échelle des anciens EPCI transformés en conseils de territoire,
 3. Echelle communale : très développée sur la commune de Marseille. Quid de l'approche communale dans le cadre d'un territoire métropolitain comptant 92 communes ?
 4. Echelle infracommunale : très développée sur Marseille commune à plusieurs niveaux ; arrondissements (16) , quartiers (111) et les IRIS (environ 400). Travail également à l'échelle de périmètres opérationnels qui ne calent pas sur les découpages administratifs
- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Mise à disposition de données spécifiques via conventions cadres ?

- ✓ FILOCOM : consolider et pérenniser la mise à disposition d'un pack de données commun aux 5 agences de PACA aussi bien à l'échelle communale qu'infra communale (partenaires privilégiés : CEREMA Nord-Picardie, DREAL PACA)
- ✓ DVF : même processus que pour FILOCOM : partenaires privilégiés CEREMA Méditerranée, Région
- ✓ Données le foncier agricole et naturel : même processus que pour DVF et FILOCOM : partenaires privilégiés/ SAFER, Région
- ✓ Données sur le chômage : même processus que ceux évoqués ci-dessus. partenaires privilégiés/ DIRECTE, Région
- ✓ Données sur les logements vacants : approche d'ERDF pour évoquer la possibilité de disposer d'une convention de mise à disposition de données sous la même forme que celle disponible jusqu'en 2006 via le pack GEOKIT de la DREAL.
- ✓ Données sur l'emploi à l'échelle infra communale : approches à développer soit avec l'INSEE sur la base des données carroyées, soit avec l'URRSF

Proposition de normes d'organisation et de traitement ?

Oui, poursuite en 2016 des travaux réalisés en 2015 dans le cadre de l'action « A » de la convention Région/5 agences d'urbanisme. Le livrable sur l'acculturation des données réalisé cette année doit être enrichi et élargi à d'autres bases de données notamment sur le champ de l'énergie, les déplacements...

Par ailleurs, si le constat sur les carences du recensement pour les thématiques habitat et emploi est partagé, il serait intéressant d'établir un cadre de référence de mobilisation d'autres données pour compenser le déficit de données fiables et adéquates.

Production d'analyses servant de cadre référentiel ?

Les analyses réalisées dans le cadre des fiches concernant les centres anciens et la périurbanisation peuvent constituer des bons cadres de références dans l'utilisation des données comme FILOCOM, DFV, la base permanente des équipements etc.

1. Moyens

- Rappel des effectifs de l'agence : 19
- Disposez-vous d'un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? NON
- Disposez-vous d'un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? NON
- Disposez-vous d'un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? NON
- Chaque chargé d'études est polyvalent, même si certains ont des profils plus affirmés.
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) :
 - ✓ en matière de SIG ? OUI
 - ✓ en matière de SGBD ? NON utilisés
 - ✓ en matière d'infographie ? NON
(malgré difficulté à venir en raison du changement de licence suite Adobe)
 - ✓ en matière d'analyse de données ? Pas de logiciel de statistique dédié
analyse classique type EXCEL / ACCESS <<< Approche plus géographique que purement statistique

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l'objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
RSL	INSEE	Attractivité - démographie	Payant	Partenariat INSEE
DONNEES CARROYEES	INSEE	Multi-thématique : densité pop / logt / précarité	Gratuit	Donnée utilisée dans le portrait social du pays d'Aix
MOS	CPA – région de Manosque	Occupation des sols	payant	
ACOSS	URSSAF	Emploi	Gratuit	

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
Recensement de la population	INSEE	DEMO	Gratuit	Vrai difficulté pour mesurer le solde migratoire réel d'un territoire – discussion à engager avec l'INSEE
SIRENE	INSEE	ECO	Payant	SIRENE géolocalisé peu fiable

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.) ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
ATLAS des ZONES d'ACTIVITE du pays d'AIX	AUPA	ECO		Travail terrain nécessaire pour valider / affiner les informations de SIRENE
Enquête permis de construire	AUPA	HABITAT		Démarche qui vient d'être lancée pour connaître le nombre de logements réalisés (complément SITADEL – logements autorisés)

3. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?

SCoT / Aire métropolitaine.

- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Partir des problématiques / sujets prospectifs / questionnements pour rechercher des indicateurs pertinents et non l'inverse

Engager un partenariat avec l'INSEE pour évoquer les limites de certaines bases

1. Moyens

- Rappel des effectifs de l'agence : 8
- Disposez-vous d'un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? OUI
- Disposez-vous d'un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? OUI
- Disposez-vous d'un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? OUI
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) :
 - ✓ en matière de SIG ? OUI
Partiellement – Philcarto (utilisation principalement de MapInfo)
 - ✓ en matière de SGBD ? OUI
Partiellement – PostgreSQL (utilisation principalement d'Access) / Utilisation de FME, logiciel qui fait le lien entre le SGBD et le SIG
 - ✓ en matière d'infographie ? NON
(utilisation de la suite Adobe)
 - ✓ en matière d'analyse de données ? NON
(utilisation d'Excel et Stata)

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l'objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
Données cadastrales Majic	DGFIP	Foncier	Gratuit par convention avec le CRIGE PACA	Richesse d'information exceptionnelle

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

→ se pose également la question de la disponibilité des données

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
FILOCOM	MINEFI (Ministère de l'Economie et des Finances) /DGFIP	Parc de logement / Occupation du parc...	Payant ou par convention	Grosses difficultés actuellement pour avoir l'accès aux données communales et surtout infra communales (section cadastrale)
OPS Enquête nationale	MEDDE/DG ALN	Occupation du parc social (enquête auprès des locataires)	Gratuit par convention	Des difficultés pour l'obtenir / Données sur le département et l'agglomération (unité urbaine de plus de 50 000 habitants)
SITADEL 2	MEDDE/CG DD/SOeS	Construction de logements (commencés, autorisés...) par type (individuel/collectif)	Gratuit	Il convient d'être vigilant sur la qualité des données qui peut être altérée par des problèmes de collecte ou par des évolutions réglementaires

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.) ?

→ conséquence de la non disponibilité des données, avoir recours à d'autres bases de données

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
Fichier « 1767 bis COM »	DGFIP	Locaux vacants	Transmission aux départements, EPCI et communes	Données pour compléter celles de FILOCOM / Possibilité de géolocaliser les logements vacants

BD « occupation du parc social »	ADAAM BD construite à partir des fichiers des bailleurs sociaux (enquête réalisée)	Occupation du parc social	Gratuit / Partenariat NCA et bailleurs	Connaître l'occupation du parc social
BD Suivi de la production de logements sociaux	ADAAM BD construite à partir des fichiers des bailleurs sociaux (enquête réalisée) + Inventaire SRU + RPLS + financements des logements sociaux (Etat)	Financement et livraisons des logements sociaux	Gratuit / Transmission de l'ADAAM aux membres concernés	Identifier et analyser la production de logements sociaux Mise en place d'un outil de suivi des opérations financées
Données Adéquation	Adéquation	Suivi de la production de logements privés	Payant	

Données CCI Nice Côte d'Azur	CCI Nice Côte d'Azur	Marché immobilier du loge- ment neuf	Payant	
---------------------------------------	-------------------------	-----------------------------------------------	--------	--

3. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?
- Département des Alpes-Maritimes, EPCI, SCOT, Communes, Infra communal
- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Données difficilement accessibles pour différentes raisons :

- de coût (PERVAL, Adéquation, Diane+...)
- de restrictions d'accès ou de diffusion, liées au secret statistique, fiscal (capacité à fournir certaines données comme FILOCOM, dont le circuit de diffusion, gratuit quant à la donnée mais pas pour les coûts de mise à disposition. Cette diffusion est partagée entre les services statistiques des DREAL et le CEREMA).

Mise à disposition de données spécifiques via conventions cadres ou achat mutualisé

Action collective pour accès à la diffusion

Exemple : travail en 2015 sur les données Majic ; l'ADAAM en disposait déjà (observatoire foncier) – Mise à disposition généralisée à toutes les Agences grâce au partenariat Région

Poursuite des échanges sur la méthodologie (qu'est-ce que l'on observe, dans quelles conditions, avec quelles données, quels indicateurs pertinents ?)

Partage et échanges sur les analyses

1. Moyens

- Rappel des effectifs de l'agence : 18 CDI et 5 CDD
- Disposez-vous d'un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? OUI
depuis peu
- Disposez-vous d'un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? Dédié non, mais de 2 géomaticiennes travaillant sur d'autres sujets en même temps (chargées d'études)
- Disposez-vous d'un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? Plusieurs statisticiens mais chargés d'études en même temps (donc pas forcément dédiés)
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) :
 - ✓ en matière de SIG ? NON
l'Agence ne dispose que de logiciels payants en rapport à ses besoins (Mapinfo et ArcGis) même si quelque fois Philcarto est utilisé mais il ne remplace en aucun cas les 2 logiciels cités précédemment
 - ✓ en matière de SGBD ? NON
 - ✓ en matière d'infographie ? NON
(logiciels utilisés : Adobe illustrator, indesign)
 - ✓ en matière d'analyse de données ? NON
(logiciel principalement utilisé SPAD, et parfois un logiciel libre mais qui a ses limites : Multi-base)

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l'objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
MOS	BET (sur le SCOT PM c'est le bureau d'études SIRS)	Occupation du sol et évolution sur plusieurs millésimes	Payant	L'intérêt principal est d'avoir à terme une méthodologie commune sur les différents territoires permettant ainsi de les comparer. La limite : il faut compléter avec des données exogènes et de terrain pour compléter ce qui n'est pas visible par photo interprétation
DVF et MAGIC	DGFIP	Foncier	Gratuit par convention	Avoir les dynamiques du potentiel foncier à grande échelle
Commercialisation de logements neufs	OIP / ADE-QUATION	Promotion immobilière	Payant	BD détaillée sur les ventes de logements neufs en promotion immobilière avec historique
Répertoire statistiques des logements	INSEE	Logements, démographie revenus	nsp	Pouvoir retracer les migrations résidentielles et les profils des individus en termes de revenus, voire le statut d'occupation antérieure (à confirmer par les résultats des tests en cours par l'INSEE)

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
Recensement	INSEE	Toutes	gratuit	Données indispensables mais le calcul d'une moyenne sur 5 années rend les données un peu moins stable. Dès qu'une modification dans le questionnaire a lieu nous ne disposons plus d'informations pendant 5 ans, par exemple les migrations résidentielles ou période de construction des logements.

Filosofi	Dgfip - INSEE	Revenus	Gratuit	Pb d'évolution de la source de données et le changement de méthode ne permettant plus de calculer des évolutions
RPLS	Dréal PACA	Logement social	Gratuit avec convention	Enquête déclarative
SITADEL	Dréal PACA	construction	Gratuit – site internet	Les communes ne se retrouvent pas dans les données diffusées. Des sous estimations très forte existent, en particulier concernant les mises en chantier. Des redressements ont été effectués au niveau départemental mais pas communal.
FILOCOM	Dréal PACA	Structure du parc de logements et occupation	Payant	Fichier avec beaucoup de secrétisation
BD TOPO	IGN	Le Bâti	Payant ou gratuit selon les données	La dernière mise à jour du bâti n'est pas assez récente

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.)?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
Données pour mesurer les retombées économiques en emploi, CA,... -> enquêtes	L'Agence en collaboration avec le commanditaire	Economie	« Gratuit » mais nécessitant de la main d'œuvre	Afin de disposer de ces éléments (effectifs, CA,..) il est nécessaire de procéder à des enquêtes. Ces enquêtes permettent de compléter le manque de renseignements pour certains établissements dans la base de données Diane + (payante) du Bureau Van Dijk

3. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?

Territoires du CD 83, SCoT, EPCI, ZE, communes, IRIS, quartiers ainsi que des découpages plus particuliers (Domaine publique maritime par exemple). Les échelles varient en fonction des études souhaitées par nos membres.

- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Plusieurs thématiques sont à travailler :

- Les échelles de disponibilités des données (exemple sur le DALO, la demande unique) ;
- Le secret statistique (Filocom, ECLN entre autres);
- Le temps d'expertise de certains fichiers qui nécessite des allers-retours avec les producteurs de données (Filocom toujours...) ;
- La difficulté de traitement de certaines sources (type DIA ou MAJIC par exemple) ;
- La coproduction obligatoire avec l'INSEE d'études dès que l'on veut sortir de données standards ;
- L'identification de certaines sources ou méthode qui permettrait de répondre à des besoins en études qui ne sont pas satisfaits pour l'instant, loin s'en fait (les données conjoncturelles sur l'emploi, le chômage, les effectifs salariés, les données de la MSA sur l'agriculture par exemple, l'enjeu d'un outil de prévisions démographiques qui succèderait ou compléterait un modèle Omphale, ...) ;

De manière générale, le positionnement des agences d'urbanisme au même rang que les collectivités locales ou territoriales dans l'accès aux données, avec l'enjeu supplémentaire de leur périmètre de compétence et de leur périmètre d'étude avec au niveau national ou régionales des conventions avec les grands fournisseurs de données (URSSAF, CAF,...).

n.b. : Le questionnaire est conçu pour les agences et convient partiellement à la description de l’activité d’un service SIG en collectivité.

1. Moyens

- Rappel des effectifs : service Analyse Spatiale : 6
- Disposez-vous d’un(e) administrateur(trice) de données dédié(e) ? NON
 au sein du service qui est encore sur un schéma de polyvalence des agents, mais ça devient une nécessité
- Disposez-vous d’un(e) géomaticien(cienne) dédié(e) ? Le service regroupe des géomaticiens
- Disposez-vous d’un(e) statisticien(cienne) dédié(e) ? NON
au sein du service (au service Etudes)
- Les logiciels libres sont-ils de qualité suffisante (parvenez-vous à vous passer des logiciels payants) : en matière de SIG ? Service utilisateur de solutions propriétaires (MapInfo et licence flottante Arcgis). En développement avec but de substitution partielle : QGis
 - ✓ en matière de SGBD ? OUI
(évolution en cours Postgres/PostGis)
 - ✓ en matière d’infographie ? NON (usage Corel Draw)
 - ✓ en matière d’analyse de données ? Tests sur R
mais le service n’est pas spécialisé en analyse de données (au service Etudes)

2. Les bases de données

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques ayant fait l’objet de développement récent (ou à venir) et dont les potentiels vous paraissent intéressants ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/gratuit	Commentaires
DVF	DGFIP	Marchés fonciers	Gratuit/réservé	Travail en cours avec le CE-REMA pour production de données anonymisées
Mesure des mobilités à partir des services de téléphonie mobile (opérateurs téléphoniques) : Une source à creuser pour combler un gros manque de données précises, régulières et diachroniques. En revanche, les coûts des services actuellement proposés sont rédhibitoires : analyser les possibilités de mobilisation				

- Pouvez-vous citer 1 à 3 bases de données/BD géographiques que vous utilisez régulièrement/que vous jugez indispensables mais dont la qualité pose problème ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
	CRIGE	Occupation du sol	gratuit	Au niveau régional, besoin d'une occupation du sol exhaustive à moyenne échelle. Problème d'actualisation régulière en l'absence de MOS locaux pouvant être agrégés
...				

- Comment palliez-vous les problèmes de qualité de certaines données (construction de bases *ad hoc*, recours à enquête spécifiques, etc.) ?

BD	Producteur	Thématique	Payant/ gratuit	Commentaires
BANA-TIC	DGCL	Intercommunalité	gratuit	Indispensable dans le contexte actuel de la réforme territoriale, mais constate les résultats, pas les projets -> veille territoriale
...				

C. L'analyse

- Quelles sont vos échelles privilégiées d'analyse ?
- Le plus fréquemment : la Région par commune, EPCI ou regroupements spécifiques (espaces de convergences du SRADDT).
- Localement sur chantiers : RGE
- Quelles pistes d'amélioration imaginez-vous en termes d'accès, d'amélioration ou de traitement des données ?

Poursuite des démarches globales de mutualisation et d'ouverture dans le cadre du CRIGE, mais en sortant de la logique du rôle de contributeur financier majoritaire de la Région

Lien renforcé avec OPEN PACA

Montée en puissance de la Webcartographie sur Portail de la Connaissance



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



AGENCE D'URBANISME
DE L'AGGLOMÉRATION
MARSEILLAISE

